

Une expédition de céréales des Pouilles en Arménie par les Bardi pour le compte de Benoit XII

In: Mélanges d'archéologie et d'histoire T. 53, 1936. pp. 287-329.

Citer ce document / Cite this document :

Renouard Yves. Une expédition de céréales des Pouilles en Arménie par les Bardi pour le compte de Benoit XII. In: Mélanges d'archéologie et d'histoire T. 53, 1936. pp. 287-329.

doi : 10.3406/mefr.1936.7277

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/mefr_0223-4874_1936_num_53_1_7277

UNE EXPÉDITION DE CÉRÉALES

DES POUILLES EN ARMÉNIE

PAR LES BARDI POUR LE COMPTE DE BENOÎT XII

Le document que nous publions¹ et que nous nous proposons d'étudier ici est conservé aux Archives du Vatican, sous le numéro 1325 de la série des Instrumenta Miscellanea². C'est un parchemin original de grandes dimensions : 0m565 × 0m590 ; il est formé d'une peau entière dont le format serait parfaitement rectangulaire si le découpage des épaules n'en avait largement échancré aux deux angles la partie inférieure. Le texte occupe presque toute la surface : il ne reste à la partie supérieure et sur les côtés que de petites marges de 2 centimètres : seule la partie inférieure comporte un espace vide. Ce texte comprend 76 longues lignes régulières, d'une belle écriture, qui se pressent sans un seul alinéa jusqu'à la souscription du notaire — les deux dernières lignes — laquelle est séparée du corps du récit par un blanc de deux lignes.

C'est donc là une pièce considérable par l'ampleur même du texte ; elle ne l'est pas moins par son contenu. Elle contient le rapport rédigé au fur et à mesure de l'exécution de sa mission par le trésorier de Bénévent, Pierre Richard de « Orto », que le recteur de Bénévent, Roger du Vintrou, avait chargé de surveiller une expédition de céréales des Pouilles en Arménie, selon les ordres exprès reçus d'Avignon : Benoît XII avait consacré 10.000 florins

¹ *Infra*, p. 318 et suiv.

² Il est seulement analysé par Vidal. Lettres communes de Benoît XII, n° 4003.

du trésor apostolique à cette opération dont il avait confié à la compagnie florentine des Bardi l'exécution pratique. Ce rapport, vraisemblablement adressé par le trésorier au recteur, a été transmis par celui-ci à la Chambre, à titre de compte-rendu, comme l'avait d'ailleurs demandé le camérier¹, qui voulait être tenu au courant des détails de l'exécution ; une fois à Avignon, il a été versé dans les Archives pontificales, et, au cours des vicissitudes de celles-ci, il a fini par être classé dans cette série des *Instrumenta Miscellanea* où sont groupées des pièces hétéroclites parvenues à la Chambre et à la Chancellerie apostoliques, mais n'émanant pas d'elles. C'est sans doute à son grand format qu'il a dû de ne pas disparaître, car la série, quelque riche qu'elle soit, ne contient qu'une infime partie des lettres reçues à la curie ; pour ne parler que de l'administration financière, ces sortes de rapports, comme les lettres des collecteurs et des fonctionnaires pontificaux, devaient être légion : chaque opération ordonnée par la Chambre déterminait, à coup sûr, un rapport et plusieurs lettres de la sorte ; mais ces pièces, souvent rédigées sur papier, matière périssable, non enregistrées, donc susceptibles de s'égarer aisément, enfin n'émanant pas de la Chancellerie pontificale, ont été exposées plus que toutes les autres aux mépris des hommes et aux injures du temps.

Et, cependant, à en juger par les rares exemplaires qui subsistent, leur intérêt était considérable : ces documents venus de tous les points de la chrétienté racontent par le menu, dans un récit continu, tous les détails d'opérations dont nous ne trouvons par ailleurs, au prix de recoupements souvent incomplets, que de sèches mentions dans les divers registres de la Chambre ou de la Chancellerie apostolique : ils permettent de suivre une affaire, ils montrent dans quelle mesure et comment étaient exécutés les ordres émanés de la Curie : avec eux, c'est la réalité, la vie même des époques reculées que nous avons sous les yeux. C'est pourquoi nous avons jugé

¹ Texte, lignes 15 et 23.

bon de nous attacher à l'un des plus curieux d'entre ceux qui subsistent : il nous permet de voir sur le vif, à propos d'une entreprise charitable du Pape, le fonctionnement de la Chambre apostolique, de ses services et de ses auxiliaires, en même temps que quelques aspects de la vie économique de l'Italie du Sud au temps de Benoît XII et de Robert d'Anjou.

* * *

Le royaume de Petite-Arménie¹, dont la population était sur le point de quitter l'orthodoxie byzantine pour se rattacher à l'église romaine, à l'instigation d'un puissant parti latin influencé par Chypre, était au début du xiv^e siècle le dernier État chrétien qui subsistât sur le continent asiatique. A ce titre, il était en butte aux perpétuelles attaques des Musulmans qui l'enserraient de toute part : les émirs turcs d'Anatolie le menaçaient par le Nord, le Soudan d'Égypte envoyait des expéditions maritimes pour détruire les ports arméniens de Gorigos, de Lajazzo et d'Alexandrette, qui faisaient concurrence à Alexandrie dans le commerce avec l'Occident².

Le règne de Léon V, monté sur le trône en 1320, n'est qu'une succession de luttes plus ou moins heureuses pour défendre ses États contre les perpétuelles incursions des Turcs et des Sarrasins. Il implorait, pour y parvenir, le secours du Pape et des princes d'Occident. Et ceux-ci s' alarmaient : Jean XXII, pendant tout son pontificat (1316-1334), a pensé à organiser pour reconquérir les Lieux saints une nouvelle croisade que sa mort fit avorter au moment où les rois de France, de Bohême, de Navarre et d'Aragon

¹ Au sujet de l'histoire de la Petite-Arménie pendant cette période, voir N. Iorga, *Brève histoire de la Petite-Arménie*, en particulier aux p. 44-54 et 138-140.

² Les marchandises venues d'Orient par la grande voie commerciale de l'Euphrate étaient embarquées à Lajazzo (aujourd'hui Aias), à destination de Venise. Cf. Borel, *Les foires de Genève*, p. 197.

semblaient prêts pour l'expédition. Aussi le malheureux sort des Arméniens émouvait-il en lui et le père de tous les Chrétiens et l'organisateur d'une expédition pour laquelle la Petite-Arménie devait être une base d'opérations fort utile¹ : il envoie à diverses reprises au roi d'Arménie pour lui permettre de résister victorieusement aux Sarrasins des fonds du trésor pontifical — au total 35.722 florins pendant toute la durée de son pontificat² —, et il incite le roi de France, Philippe VI, qu'attire sa croisade à faire de même : celui-ci envoie à Léon V 10.000 florins en 1332³.

La coalition, si péniblement organisée par Jean XXII, se dissout après sa mort — 1334 — sous l'empire de la tension diplomatique franco-anglaise, et, si Benoît XII continue à caresser le projet de la

¹ C'est ce que pensera encore Benoît XII, en 1336, au moment de l'affaire dont traite notre document : la menace que font peser les Musulmans sur le royaume d'Arménie « fiduciam auferat vicinum prestandi remedium Terre Sancte cum per regnum illud proximus fiat transitus ad Terram prefatam ac, ibidem catholicis in eodem regno degentibus, recipiantur christiana navigia, classes fidelium in victualibus et necessariis aliis confortentur et de loco illo propter breve maris spatium ad dictam terram pateat quodammodo absque hostili impedimento progressus ». 1^{er} mai 1336. Reg. Vat. 122, fol. 13 v^o, publ. Daumet, *Lettres closes, patentes et curiales de Benoît XII se rapportant à la France*, n^o 176.

² Cf. le relevé qu'a fait de ces secours financiers, d'après les Introitus et Exitus, K. H. Schäfer, *Geldspenden der päpstlichen Kurie unter Johann XXII (1316-1334) für die Orientalischen Christen insbesondere für das Königreich Armenien*, dans *Oriens Christianus*, 1904, p. 184-187. Ce relevé réduit à ses justes proportions la charité pontificale que les chroniqueurs orientaux semblent avoir grandie jusqu'à l'invraisemblance : l'un d'entre eux (Nersès-Palin) va jusqu'à dire que Jean XXII avait envoyé 50.000 florins au roi d'Arménie en 1322 pour la reconstruction de Lajazzo (cité par N. Iorga, *op. cit.*, p. 139).

³ Cité par F.-X. Tessier, dans la *Bibliographie générale d'Hæffer*, à l'article Livon V, et par N. Iorga, *op. cit.*, p. 48. Philippe VI s'exprime en des termes identiques à ceux du Pape sur l'importance stratégique de la Petite-Arménie : « Comme ledit pays d'Arménie qui est pays convenable, comme l'on dit, à recevoir nous et nos gens, nous nous y transporterons pour le saint voyage d'outre mer duquel faire, Dieu aidant, nous avons grande dévotion et désir qu'il soit retenu et ne puisse être pris ou grevé par les Sarrasins mécréants. »

croisade, la réalisation en est différée. En attendant, la situation s'aggrave en Arménie où les Musulmans se font plus pressants : en 1335, les Sarrasins envahissent à nouveau le petit royaume chrétien et le mettent à feu et à sang : une partie de la population est mise à mort ou emmenée en captivité, les moissons et les arbres sont incendiés ; les Arméniens vont être réduits à la famine¹. Léon V dépêche alors en ambassade auprès du Pape son cousin, Bohémond de Lusignan², afin d'exposer à celui-ci la terrible situation des Chrétiens d'Orient. Benoît XII, ému du récit de l'ambassadeur, décide, d'accord avec Philippe VI, qui se trouvait à ce moment à Avignon, d'envoyer aux Arméniens non pas de l'argent, mais des céréales, afin qu'ils pussent au moins se nourrir dans la pénurie de vivres où ils se trouvaient. Nous ne savons pas ce que fit le roi de France ; pour Benoît XII, il consacra à cet envoi de céréales, dont il confia l'exécution aux Bardi, 10.000 florins de son trésor. C'est le récit de cette opération que fait, dans notre parchemin, le trésorier de Bénévent, chargé de la contrôler : nous allons le résumer en le complétant au moyen des renseignements que nous avons trouvés dans d'autres fonds des Archives du Vatican.

Le 3 avril 1336, Benoît XII avise le recteur de Bénévent qu'il a décidé de consacrer une certaine somme d'argent à l'achat dans les Pouilles et dans les régions voisines et à l'expédition en Arménie de céréales destinées aux Chrétiens de ce pays et qu'il le charge de veiller à la bonne exécution de cet ordre³ ; et, le même jour, il

¹ Cf. les préambules des lettres de Benoît XII citées plus bas et N. Iorga, *op. cit.*, p. 140.

² Léon V avait fait venir à sa cour, pour préparer leur succession au trône, Jean et Bohémond de Lusignan, fils de sa tante Isabelle et d'Amaury de Tyr. Jean de Lusignan était devenu son connétable ; il lui succéda sur le trône en 1342. C'est donc par erreur que Bohémond est qualifié dans les comptes de la Chambre (Introitus et Exitus 150, fol. 161) de frère et ambassadeur du roi d'Arménie.

³ Reproduite dans le texte, lignes 6 à 11, et Reg. Vat. 131, fol. 16 r^o, n^o 53, publ. Daumet, *op. cit.*, n^o 152.

adresse deux lettres, l'une au roi, l'autre à la reine de Sicile, Robert et Sanchia, pour les apitoyer sur le sort des Arméniens, les avertir de sa décision et leur demander de faciliter l'achat et l'exportation des céréales en question¹. Le 5 avril, il écrit au roi de France² qu'il a décidé de remettre 10.000 florins à certains marchands pour acheter des céréales dans les Pouilles et les envoyer en Arménie. Les 10.000 florins sont versés le 10 avril par le trésorier de la Chambre à Niccolò di Bindo Ferrucci, directeur de la succursale des Bardi à Avignon³. C'est la première fois que les textes concernant cette affaire mentionnent le nom des Bardi à qui elle est confiée : le choix des marchands semble donc avoir été nettement postérieur à la décision d'envoyer des céréales. Et, le 19 avril, le camérier, Gasbert de Laval, écrit au recteur de Bénévent⁴ pour lui préciser de quelle façon il doit exécuter l'ordre pontifical du 3 avril : c'est aux Bardi qu'est confiée l'opération, il n'a qu'à en surveiller et en faciliter l'exécution, à aider Bohémond de Lusignan, qui part pour Naples avec une lettre du Pape⁵, à obtenir de Robert la franchise d'exportation des céréales en question et à rendre compte à la Chambre le plus vite possible. Entre temps, le 16 avril, Benoît XII s'était à nouveau activement occupé des affaires d'Arménie : il avait écrit à la reine Constance⁶, seconde femme de Léon V, pour la consoler des ravages faits par les Musulmans et lui annoncer l'envoi du secours en nature qui lui paraissait le mieux adapté, et au roi de

¹ Mentionnées dans le texte, ligne 22, et Reg. Vat. 131, fol. 15 v^o, nos 51-52, an. Daumet, *op. cit.*, n° 151.

² Reg. Vat. 131, fol. 17, n° 57, publ. Riezler, *Vatikanische Akten*, p. 609, n° 1757 ; Daumet, *op. cit.*, n° 155.

³ Arch. Vat., Introitus et Exitus 150, fol. 161, publ. Schäfer, *Die Ausgaben der Apostolischen Kammer unter Benedikt XII*, p. 41.

⁴ Lettre reproduite dans le texte, lignes 11-16.

⁵ Cette lettre au roi de Sicile n'a pas été enregistrée et semble perdue. Cf. *infra*, p. 297-298.

⁶ Reg. Vat. 131, fol. 47 v^o, n° 173, publ. Raynaldi, *Annales Ecclesiastici*, an. 1336, n° 40 ; an. Vidal, *Lettres closes et patentes de Benoît XII intéressant les pays autres que la France*, n° 821.

Chypre, Hugues¹, pour le prier de faire justice à Bohémond de Lusignan et à ses frères dans une difficulté qu'il avait avec eux : l'ambassadeur arménien avait sollicité la protection du Pape pour ses propres affaires.

Mais les routes ne sont pas sûres et les lettres peuvent être interceptées : le 18 avril, le Pape envoie au recteur de Bénévent un duplicata² de sa lettre du 3 pour le cas où celle-ci ne lui serait pas parvenue ; et le camérier fait de même le surlendemain 20 avril³. Ces deux nouvelles lettres du Pape et du camérier sont confiées aux Bardi eux-mêmes dont les courriers les porteront à Bénévent, tandis que les deux premières l'avaient été par un autre moyen, sans doute par un courrier pontifical.

Le recteur de Bénévent, Roger du Vintrou, les reçoit à une date indéterminée, et, le 26 juin, de Frosinone où il réside, pour apaiser une querelle survenue entre les Gaetani et les sires de Supino, il donne procuration au trésorier, Pierre Richard de « Orto », demeuré à Bénévent, pour exécuter à sa place les ordres du Pape et du camérier dont il lui envoie copie⁴. Celui-ci reçoit sa lettre le 29 juin, quitte Bénévent le 30 juin, arrive le 1^{er} juillet à Naples où il retrouve l'ambassadeur du roi d'Arménie, Bohémond de Lusignan. Mais ce dernier, qui n'a pas quitté Avignon avant le 1^{er} mai, date de son sauf-conduit⁵, est déjà à Naples depuis quelque temps : il a présenté au roi Robert la lettre que Benoît XII lui avait confiée, mais il n'a pu obtenir de lui la franchise d'exportation que pour 2.000 saumes sur les 5.000 que permettent d'acheter les 10.000 florins : pour les 3.000 autres, ils ont convenu d'un droit de sortie de 15 onces de carlins d'argent pour 100 saumes. Le trésorier a beau

¹ Reg. Vat. 131, fol. 47 v^o, n^o 172, publ. Vidal, *Ibid.*, n^o 820.

² Lettre reproduite en abrégé dans le texte, lignes 16-18, et enregistrée dans Reg. Vat. 131, fol. 46, n^o 54, an. Vidal, *Ibid.*, n^o 825.

³ Lettre reproduite dans le texte, lignes 18-24.

⁴ Lettre reproduite dans le texte, lignes 3 à 27.

⁵ Reg. Vat. 122, fol. 13 v^o, publ. Daumet, *op. cit.*, n^o 176.

protester, réclamer la franchise pour le total, le roi ne cède pas. Il ne reste plus qu'à exécuter l'expédition : ambassadeur et trésorier partent pour les Pouilles où le représentant local des Bardi a acheté les grains dès le mois d'avril : 2.500 saumes sont chargées à Manfredonia sur un navire armé à Ancône, le *Saint-Clément*, où Bohémond, pressé de regagner l'Arménie, prend place avec sa suite. Les 2.500 autres saumes seront chargées à Bari dès que le vaisseau qui doit les transporter y sera arrivé : le marchand en donne l'assurance formelle. Tout cela se passe en juillet. Aussitôt, Pierre Richard rédige sur place la fin du compte-rendu qu'il destine sans doute au recteur et le fait mettre en forme et authentifier par un notaire qui l'accompagnait depuis Bénévent.

Naturellement, ce rapport ne contient pas toutes les premières étapes que nous avons pu reconstituer ici grâce aux Archives pontificales : le trésorier se borne à reproduire les deux lettres du Pape et les deux lettres du camérier en vertu desquelles il a agi, et la lettre du recteur qui lui a donné procuration pour le faire ; après quoi, il fait tout au long et par le menu le récit de l'achat et de l'expédition des grains, en s'attachant particulièrement au détail des comptes pour justifier auprès de la Chambre apostolique l'emploi des 10.000 florins. C'est ce récit minutieux qui nous permet de voir, dans le cas précis que nous venons de résumer, le fonctionnement de l'administration pontificale, l'emploi qu'elle fait des banquiers et les conditions du commerce des grains dans le royaume de Sicile au temps de Robert d'Anjou.

* * *

Notre document nous fait d'abord assister à l'élaboration par les services de la curie d'ordres concernant une opération financière, à la transmission et à l'exécution de ces ordres dans une province de la chrétienté.

L'initiative appartient au Pape, qui, après avoir décidé d'inter-

venir, envoie au recteur de Bénévent un ordre où, à la suite d'un long préambule sur les motifs qui le poussent à secourir les chrétiens d'Arménie, sont indiqués les grands traits de l'opération : achat de céréales dans les Pouilles dont la surveillance est confiée au recteur ou à un de ses procureurs qui devra ensuite rendre un compte précis de l'exécution. L'ordre a été rédigé après consultation de personnages compétents ; Benoît XII l'indique lui-même « *empcioque hujusmodi fieri in Apulie partibusque vicinis posse fieri comodius asseratur*¹ » ; et c'est parce qu'ils lui ont indiqué que le pays le plus proche de l'Arménie susceptible de fournir les céréales nécessaires avec les moindres frais de transport était les Pouilles qu'il s'adresse au fonctionnaire ecclésiastique le plus voisin du royaume de Sicile. Mais les conseils des gens experts semblent s'être bornés à indiquer à quelle partie de la chrétienté il fallait s'adresser, car la recommandation aux fonctionnaires de tenir la Curie au courant du détail de leur action est de règle dans tous les actes pontificaux.

Le recteur ne trouvera donc dans la lettre du Pape aucune des précisions indispensables pour exécuter les instructions qu'elle renferme : quelle somme est consacrée aux achats de céréales ? Comment se la procurera-t-il ? Doit-il payer intégralement les droits d'exportation qui pèsent sur les céréales dans le royaume de Sicile ou doit-il solliciter une exemption auprès du roi ? Autant de points qui ne sont réglés que par la lettre annexe du camérier, qui les fixe avec précision. Celle-ci présente une composition inverse de celle de la lettre pontificale : l'exposé des motifs y est résumé en une ligne, tandis que les modalités de l'exécution en occupent tout le corps : 10.000 florins ont été consacrés à l'opération, qui est confiée aux soins des Bardi ; l'argent leur a été versé, par conséquent l'exécution ne doit souffrir aucun retard ; le rôle du recteur sera simple-

¹ Texte, ligne 9.

ment de la surveiller et de la faciliter en usant de son autorité auprès des fonctionnaires siciliens et en unissant ses sollicitations à celles de Bohémond de Lusignan auprès du roi Robert pour obtenir la franchise d'exportation ; naturellement, il devra tenir le camérier au courant de tout ce qu'il fera. C'est donc la lettre du camérier qui rend possible l'exécution de l'opération ordonnée par le Pape : celui-ci prend les décisions générales qui ne peuvent suffire en matière financière ; la Chambre, sous la haute direction du camérier, précise ensuite les dispositions particulières qui en permettront l'exécution, et le camérier les fait parvenir aux exécutants.

Et, quand Benoît XII envoie un duplicata de sa lettre, Gasbert de Laval lui aussi renouvelle la sienne ; mais il ne recopie pas, comme le Pape, la précédente, tant s'en faut ; il rappelle qu'il l'a expédiée, il précise en outre que c'est aux Bardi eux-mêmes que sont confiées les deux nouvelles lettres, et il redonne dans un tout autre ordre les indications qu'il avait adressées la veille au recteur de Bénévent. Il ajoute même un détail qu'il avait oublié ou qu'il a appris depuis : c'est la succursale des Bardi à Naples qui est chargée de l'achat et de l'expédition des céréales. Et il modifie sensiblement la teneur de la dernière partie : alors qu'il écrivait le 19 que Benoît XII envoyait une lettre au roi Robert par l'intermédiaire de l'ambassadeur du roi d'Arménie, Bohémond de Lusignan, pour lui demander d'accorder la franchise d'exportation, il n'est plus question dans la lettre du 20 de ce personnage ni de la lettre qu'il porte ; le camérier y avertit seulement le recteur que le Pape a déjà, il y a quelque temps, écrit au roi et à la reine de Sicile pour leur demander cette franchise et il ne semble pas certain qu'ils la concèdent puisqu'il prévoit le cas où cette franchise ne serait pas totale. Il en résulte pour le destinataire une notable différence dans l'action qu'il doit entreprendre : en vertu de la lettre du 19 avril, le recteur doit attendre, pour aller trouver le roi, l'arrivée de l'ambassadeur, afin de l'assister pour solliciter la franchise ; en vertu de la lettre du 20, puisque le roi et

la reine sont déjà prévenus et qu'il n'est pas question d'ambassadeur, il doit se rendre immédiatement à Naples. Sans doute, songeant aux lenteurs qu'entraînerait l'attente de l'ambassadeur, le camérier se ravise-t-il et donne-t-il dans sa seconde lettre des instructions qui détermineront l'exécution immédiate¹. Il est bien plus près que le Pape de la réalité.

Le premier intérêt de notre document, du point de vue de l'administration centrale de l'Église, est donc de nous donner le texte des lettres du camérier qui complètent les lettres pontificales : ces lettres des camériers n'ont pas été enregistrées et il en reste fort peu dans les Archives du Vatican². Or, ce sont elles, à cause des détails d'exécution qu'elles rapportent, qui présentent le plus d'intérêt pour l'histoire financière de la Papauté pour laquelle il faut se contenter le plus souvent des textes généraux des lettres pontificales. Il n'y a pas grande audace à affirmer, d'après ce que nous voyons ici, que chaque lettre du Pape concernant une opération financière était précisée par une lettre du camérier qui la doublait en quelque sorte et permettait l'exécution des ordres qu'elle contenait.

La mention de Bohémond de Lusignan dans la première lettre de Gasbert de Laval pose une autre question : celle de l'enregistrement des lettres pontificales elles-mêmes. En effet, tandis que les lettres écrites par Benoît XII au roi et à la reine de Sicile que cite Gasbert de Laval dans sa seconde missive se trouvent dans les Registres

¹ On n'en peut rien conclure sur la non-conservation des minutes des lettres du camérier, car il semble bien qu'ici Gasbert de Laval ait voulu modifier la teneur de sa lettre ; aussi bien aurait-il pu, le lendemain, la refaire de mémoire.

² Un petit fascicule de lettres d'Arnaud, archevêque d'Auch, camérier de Grégoire XI, concernant l'année 1371, se trouve relié dans le volume 182 des Registres d'Avignon, aux folios 201-249 ; c'est tout ce que nous avons rencontré dans les Archives vaticanes pour la période avignonnaise, en matière de lettres de camériers, si l'on fait exception de celles qui ont été recopiées par les collecteurs et se trouvent en tête de chaque volume des Collectorie.

pontificaux¹, celle dont il parle dans sa première missive comme ayant été confiée à Bohémond n'y figure pas. Et l'on ne peut en aucune façon admettre qu'il s'agisse de la même lettre : celle dont nous possédons le texte a été rédigée le 3 avril — Gasbert de Laval en parle au passé le 20 avril « nuper scripsit ² » — elle était adressée en deux exemplaires au roi et à la reine, et sa teneur était très générale : Benoît XII avertissait les princes de son intention d'envoyer des céréales aux Arméniens et leur demandait de faciliter l'opération, sans plus de précision. L'autre, celle qui n'est pas enregistrée, a été rédigée probablement le 19 avril — Gasbert de Laval la désigne au présent à cette date « cum dominus noster scribat ³ » — elle était adressée au seul Robert d'Anjou auquel elle demandait précisément d'accorder la franchise d'exportation pour ces céréales « pro obtinenda licentia extrahendi dictum bladum ⁴ » ; enfin, nous savons qu'elle a été réellement remise par Bohémond de Lusignan à Robert, à Naples, dans les derniers jours du mois de juin « assignaverat litteras dicti domini Pape serenissimo domino regi Roberto pro obtinenda ab eo gracie tracta tocius quantitatis frumenti seu bladi ⁵ ». Les deux lettres sont, par conséquent, bien distinctes et il nous faut constater que la deuxième n'a pas été enregistrée dans les Registres pontificaux. C'est là un fait qui n'est pas isolé⁶ et qui tend à prouver que, si la chancellerie des papes d'Avignon n'a pas laissé de côté une aussi grande quantité de lettres

¹ Reg. Vat. 131, fol. 15, nos 51-52, an. Daumet, *op. cit.*, col. 101, n° 151.

² Texte, ligne 22.

³ Texte, ligne 15.

⁴ Texte, ligne 15.

⁵ Texte, ligne 29.

⁶ Nous avons trouvé à l'Archivio di Stato de Florence un certain nombre de lettres de Clément VI adressées aux autorités communales, à propos de la faillite des grandes banques florentines entre 1343 et 1347, dont la copie ne figure pas dans les Registres du Vatican.

pontificales que celle de leurs prédécesseurs¹, elle ne les a pas néanmoins enregistrées toutes.

Enfin, les deux lettres de Benoît XII et les deux lettres complémentaires du camérier Gasbert de Laval qui sont reproduites dans notre document nous renseignent sur la transmission du courrier pontifical au début du ^{xiv}^e siècle. L'ordre de Benoît XII est daté du 3 avril, la lettre de Gasbert de Laval qui en permet l'exécution a été rédigée le 19 avril, et néanmoins ces deux lettres sont parties d'Avignon pour l'Italie du Sud par le même courrier : le camérier le dit expressément dans sa seconde lettre : « in literis apostolicis quas tunc cum nostris vobis misimus² », et le recteur de Bénévent, qui les a reçues ensemble, les recopie l'une après l'autre dans le préambule de l'ordre qu'il adresse à son trésorier³. On ne peut pas supposer que le notaire ait mal recopié la date, car il aurait signalé cet erratum avec les autres ; et, d'autre part, la lettre du camérier⁴ est bien postérieure à celle du Pape puisqu'elle mentionne le versement des fonds aux Bardi qui a eu lieu, nous l'avons vu, le 10 avril. Il y a donc eu un intervalle d'au moins seize jours entre la rédaction de l'ordre pontifical et son départ d'Avignon. Cela ne doit pas nous surprendre : les courriers pontificaux emportaient les lettres par liasses et celles qui étaient écrites aussitôt après le départ de l'un d'entre eux devaient attendre le suivant à moins que leur importance ou leur urgence ne nécessitât un messenger spécial⁵. Mais cela

¹ M. Fawtier a montré récemment que plus de 50 % des lettres de Boniface VIII n'avaient pas été enregistrées. Voir son article : *Documents négligés sur l'activité de la chancellerie apostolique à la fin du XIII^e siècle : le registre 46 A et les comptes de la Chambre sous Boniface VIII*, dans les *Mélanges d'archéologie et d'histoire de l'École française de Rome*, 1935, p. 244-272.

² Texte, ligne 20.

³ Texte, lignes 7 à 16.

⁴ La date de la lettre de Benoît XII est certaine, car elle est bien enregistrée dans les Registres vaticans le 3 avril, comme le dit notre texte.

⁵ Il y a beaucoup d'exemples de semblables lenteurs au départ de

nous fait ressortir encore davantage le caractère profondément pratique de l'action du camérier. Il est au courant des dates de départ des courriers et il attend jusqu'au dernier jour pour rédiger ses instructions complémentaires de l'ordre du Pape afin d'y pouvoir inclure tous les détails et renseignements qui aideront le destinataire à en exécuter les prescriptions : la lettre qu'il envoie au recteur de Bénévent est à jour au moment où elle part, car il y a tout lieu de croire que le courrier a quitté Avignon le 19 ou le 20, au moment même où, par une autre voie, les deux autres lettres étaient expédiées¹. Il fallait, en effet, compter avec l'insécurité des routes : les courriers, pas plus que les marchands, n'étaient assurés de traverser, sans être dérobés, l'Italie perpétuellement troublée par les guerres entre États et par les pillages des seigneurs. Aussi le Pape et le camérier, désireux que l'achat des céréales se fit le plus vite possible, pour s'assurer que leurs ordres parviendraient bien au recteur de Bénévent, rédigèrent-ils deux autres lettres qu'ils confièrent aux Bardi dont un courrier allait partir pour l'Italie du Sud². C'eût été bien de la malchance que les deux courriers fussent arrêtés.

En fait, ils parvinrent tous deux à destination, et le recteur, en possession des quatre lettres, se mit en devoir d'exécuter les ordres

lettres pontificales dans les volumes 350 et 351 des *Collectorie* (Archives du Vatican) où se trouve le détail des liasses de lettres remises aux courriers de 1317 à 1322. On y voit, par exemple, que le 18 avril 1322 un courrier emportait à la fois en Italie une lettre écrite le 3 mars et une autre qui l'avait été le 18 avril même (fol. 60-62). Une lettre écrite le 23 mai 1322 part le 10 juin (fol. 61), une lettre écrite le 27 février 1321 part le 12 mars (fol. 38), etc. Les intervalles de quinze à vingt jours entre la rédaction de la lettre et le départ du courrier sont très fréquents ; c'est une donnée qu'il importe d'avoir toujours présente à l'esprit quand on étudie l'histoire de cette période.

¹ Il emportait vraisemblablement en même temps les deux lettres pontificales du 3 avril adressées au roi et à la reine de Sicile.

² Probablement pour y porter aux représentants de la Compagnie l'ordre d'acheter les grains en question.

qu'elles contenaient. Dès lors, c'est l'administration provinciale que nous voyons agir.

Roger du Vintrou s'en tient à la lettre des instructions reçues. Nous ne savons pas quel jour lui ont été remises les lettres, mais, étant donné que les courriers mettaient au maximum une vingtaine de jours d'Avignon à Naples, nous pouvons admettre qu'il était en leur possession au milieu de mai. Or, il ne s'occupe de l'affaire que le 26 juin pour la confier au trésorier Pierre Richard de « Orto » ; il n'a fait aucune démarche à son sujet auparavant, car il en avertirait celui-ci en lui en remettant l'exécution. Cette lenteur à agir est la conséquence de la lettre du camérier du 19 avril qui subordonne l'intervention du recteur auprès du roi de Sicile à l'arrivée à Naples de Bohémond de Lusignan¹. Comment pourrait-il donner des ordres aux Bardi sans savoir quelle quantité de céréales il sera possible d'acheter, puisque cette quantité dépendra de l'octroi ou du refus de la part de Robert de franchises d'exportation ? Le recteur de Bénévent attend donc l'arrivée de l'ambassadeur du roi d'Arménie. Mais, lorsqu'il est averti de la présence de celui-ci à Naples, il se trouve fort éloigné de cette ville, dans les environs d'Alatri où il règle un différend qui oppose les Gaetani aux sires de Supino ; il ne peut quitter ces régions sans risquer de voir la guerre y renaître ; aussi, de Frosinone, délègue-t-il ses pouvoirs à son trésorier, comme la lettre pontificale l'y autorise « per te ac alios de quibus expedire videris² ». Il lui envoie copie des quatre lettres qu'il a reçues d'Avignon dans lesquelles est contenu le détail des ordres à exécuter ; il leur a, pour sa part, strictement obéi.

Néanmoins, le temps que la nouvelle de l'arrivée de l'ambassadeur aille de Naples à Bénévent et de Bénévent à Frosinone, que la

¹ La lettre du 20, tout en ne mentionnant pas Bohémond, n'annulait pas celle du 19. Le recteur préfère s'en tenir à celui des deux textes qui le décharge sur l'ambassadeur d'une part de la responsabilité de l'affaire.

² Texte, ligne 10.

procuration du recteur au trésorier parvienne de Frosinone à Bénévent et que celui-ci arrive enfin à Naples a entraîné un retard préjudiciable aux affaires de la Chambre : lorsque Pierre Richard arrive à Naples le 1^{er} juillet, il apprend que Bohémond de Lusignan a déjà présenté à Robert d'Anjou la lettre pontificale dont il était porteur : le prince et l'ambassadeur ont convenu qu'avec les 10.000 florins on pourrait acheter 5.000 saumes de blé¹, dont 2.000 seulement sortiraient du royaume en franchise ; les 3.000 autres paieraient un droit de 15 onces de carlins d'argent² pour 100 saumes. Le trésorier n'accepte pas ces conventions et cherche à obtenir du roi la franchise pour le total, mais en vain. Il doit se borner à des protestations de pure forme qu'il fait enregistrer à Naples même en présence de cinq témoins par le notaire qui l'accompagne ; car il a la préoccupation de relater par le menu tous les événements, conformément aux ordres de la curie, et de mettre sa responsabilité à couvert.

Mais, si son retard fortuit a été cause qu'il n'ait pu défendre avec succès devant le roi les intérêts de l'Église et des Arméniens, le trésorier de Bénévent prend aussitôt sa revanche avec les Bardi. Les associés de cette compagnie résidant à Naples l'avisent qu'ils tiennent à sa disposition 4.000 saumes de blé qu'ils ont achetées en avril sur l'ordre de la succursale d'Avignon ; le trésorier sait par la lettre du camérier du 20 avril que c'est à la succursale des Bardi à Naples que sont, en effet, confiés l'achat et l'expédition des grains : il est donc parfaitement à couvert et il devrait, conformément aux ordres de la Chambre, faire expédier de Naples ces 4.000 saumes de blé. Mais, vivant dans le pays, il est au courant des conditions du commerce : il sait que la circumnavigation de l'Italie du Sud multiplie inutilement les risques que court le convoi d'être attaqué par des pirates quand l'expédition peut être faite aisément d'un port

¹ Environ 8.000 hectolitres. Cf. *infra*, p. 323, note 2.

² 1 carlin d'argent : 1 franc or environ. Il y a 60 carlins dans l'once, monnaie de compte. Cf. *infra*, p. 324, note 6.

quelconque des Pouilles¹ ; aussi, désireux d'assurer la plus grande sécurité aux blés pontificaux, refuse-t-il de reconnaître cet achat, qui a été fait, dit-il, sans l'approbation du recteur de Bénévent, délégué pontifical dans cette affaire, ou de son commissaire. Et il part, avec l'ambassadeur, pour les Pouilles où il sait qu'il trouvera aisément le blé nécessaire dans des conditions plus avantageuses. Il faut souligner la réponse qu'il fait aux Bardi de Naples « qu'il ne ratifiera en fait d'actes faits sans son aveu que ceux qui lui paraîtront utiles à la Chambre apostolique et dans la mesure où ils le lui paraîtront² ». Ce sont là les paroles d'un excellent fonctionnaire qui cherche avant tout le plus grand bien de l'administration qu'il sert : dans les détails qu'il connaît mieux, résidant sur place, que la Chambre lointaine, il n'hésite pas à prendre des initiatives opportunes, à négliger la lettre de ses instructions qui le couvrirait vis-à-vis de ses supérieurs pour en assurer aussi parfaitement que possible l'exécution dans l'esprit même qui les a dictées.

Une fois dans les Pouilles, aussitôt après l'expédition de la première moitié du chargement, quand le représentant local des Bardi s'est engagé à expédier la deuxième moitié dès l'arrivée du vaisseau qui doit l'emporter, Pierre Richard s'empresse de rédiger son compte-rendu, dès qu'il est en possession de tous les comptes, avant

¹ C'est la seule explication raisonnable que nous trouvions à cet acte dont le trésorier n'a pas jugé à propos d'indiquer le motif dans son rapport. Il ne saurait s'agir, en effet, ni d'une économie sur le fret, car d'après Pegolotti « tanto viene costato il centinajo o il cantaro della spezeria di Cipri a Napoli come di Cipri a Puglia » (*Pratica della Mercatura*, p. 83, dans Pagnini, *Della decima, etc.*, t. II), ni d'une plus grande rapidité, car le blé est prêt à être embarqué sur-le-champ à Naples, tandis qu'en Pouille il va falloir encore le temps de s'y rendre, d'acheter le blé et d'avoir les bateaux. Et la décision de l'ambassadeur de prendre place sur un navire du convoi n'a pu que confirmer le trésorier dans son désir d'éviter à celui-ci les risques inutiles. Sur l'abondance des pirates, cf. Yver, *Le commerce et les marchands dans l'Italie méridionale aux XIII^e et XIV^e siècles*, p. 153.

² « Nec alia facta in absencia eorumdem [non ratificabat] nisi et in quantum utile appareret camere domini nostri Pape. » Texte, ligne 74.

même que tout soit terminé. Ici encore il se conforme aux ordres du camérier qui demandait à être informé le plus vite possible « quam citius ». Il y expose de façon assez claire le détail des dépenses ; nous le reproduisons, avec plus de précision, sous forme de tableau :

I. A MANFREDONIA
(première partie de l'expédition).

Nature des dépenses	Quantités	Prix à l'unité	Total par articles
		<i>Les 100 saumes :</i>	
Blé (achat).	2.000 saumes.	15 onces.	300 onces de carlins d'argent.
Douane (droits d'exportation).	500 saumes.	13 onces 2 tarins	67 onces de carlins d'argent.
Fret.	2.500 saumes.	15 onces.	375 onces de carlins d'argent.
Frais et droits divers.	2.500 saumes.	12 onces.	300 onces de carlins d'argent.
	—	—	60 onces 17 tarins 10 grains de carlins d'argent.
		Total :	1.102 onces 17 tarins 10 grains = 6.014 florins 1 carlin d'argent.

II. A BARI
(deuxième partie de l'expédition).

Nature des dépenses	Quantités	Prix à l'unité	Total par articles
		<i>Les 100 saumes :</i>	
Blé (achat).	2.000 saumes.	15 onces.	300 onces de carlins d'argent.
Douane (droits d'exportation).	500 saumes.	14 onces.	70 onces de carlins d'argent.
Fret.	500 saumes.	15 onces.	75 onces de carlins d'argent.
Frais et droits divers.	2.500 saumes.	12 onces.	300 onces de carlins d'argent.
	—	—	68 onces 5 tarins 10 grains de carlins d'argent.
		Total :	823 onces 5 tarins 10 grains = 4.490 florins 1 carlin d'argent.
		Total général :	10.504 florins 2 carlins d'argent.

Ce total excède les 10.000 florins consacrés par le Pape à l'opération. Jamais le trésorier de Bénévent ni les banquiers n'ont envisagé d'outrepasser la somme qui leur était fixée : les Bardi, à Bari, n'avaient prévu l'achat que de 2.286 saumes de blé que permet-

taient les sommes qui restaient après le chargement du premier bateau. C'est l'ambassadeur, Bohémond de Lusignan, qui a fait compléter à ses frais la cargaison du deuxième navire. Nous avons présenté le compte total, alors qu'en réalité il se décompose ainsi pour la deuxième partie de l'expédition :

II. A BARI

a) Compte de la Chambre :

Nature des dépenses	Quantités	Prix à l'unité	Total par articles
		<i>Les 100 saumes :</i>	
Blé (achat).	2.000 saumes.	15 onces.	300 onces de carlins d'argent.
	286 saumes.	14 onces.	40 onces 1 tarin 4 grains de carlins d'argent ¹ .
Douane (droits d'exportation).	286 saumes.	15 onces.	42 onces 27 tarins de carlins d'argent.
Fret.	2.286 saumes.	12 onces.	274 onces 9 tarins 12 grains de carlins d'argent.
Frais et droits divers.	—	—	62 onces 10 tarins 8 grains de carlins d'argent.
		Total :	729 onces 18 tarins 4 grains de carlins d'argent.
			= 3.979 florins 7 carlins d'argent 4/10 ² .
		Total général :	9.994 florins.

b) Compte de l'ambassadeur :

		<i>Les 100 saumes :</i>	
Blé (achat).	214 saumes.	14 onces.	29 onces 28 tarins 6 grains de carlins d'argent.
Douane (droits d'exportation).	214 saumes.	15 onces.	32 onces 3 tarins de carlins d'argent.
Fret.	214 saumes.	12 onces.	25 onces 20 tarins 8 grains de carlins d'argent.
Frais et droits divers.	—	—	5 onces 25 tarins 2 grains de carlins d'argent.
		Total :	93 onces 17 tarins 6 grains de carlins d'argent.
			= 510 florins 4 carlins d'argent 6/10.

¹ Il y a, à ce propos, une lacune dans le texte : cf. *infra*, p. 327, note 2.

² Le compte du trésorier porte ici 3.985 florins 10 carlins d'argent

Ce compte-rendu est le troisième et dernier des trois comptes-rendus dont la succession compose le rapport de Pierre Richard de « Orto » que nous étudions ici : le premier a été fait à Bénévent, au moment où il venait de recevoir commission du recteur Roger de « Vintronio » pour agir en ses lieu et place¹ ; le deuxième à Naples, après ses entretiens avec l'ambassadeur, le roi et la succursale des Bardi² ; le troisième, enfin, à Bari, à la veille du terme de sa mission³. Il les a tous trois fait rédiger sous forme d'actes authentiques par le notaire impérial Angelo della Costa de Bari, qui l'accompagnait, en présence, chaque fois, de quatre ou cinq témoins. Le notaire n'a apposé son seing qu'une fois, à la fin du troisième compte-rendu qui termine le rapport rédigé d'une seule traite d'après les trois minutes. C'est donc là un rapport impersonnel, rédigé à la troisième personne, mais dont l'authenticité doit donner entière confiance et satisfaction à la Chambre, et décharger *ipso facto* le commissaire pontifical, qui en est néanmoins l'auteur réel.

Ainsi, dans le cas particulier qui nous occupe ici, l'administration financière apostolique nous apparaît en tous points excellente : un organisme central, la Chambre, dirige les opérations avec sagacité et donne des ordres précis pour les exécuter ; la transmission de ces ordres est parfaite, malgré l'insécurité des routes ; enfin, des fonctionnaires provinciaux zélés, exacts et obéissants, tout en demeurent

(ligne 64) qui, ajoutés aux 6.014 florins 1 carlin d'argent dépensés à Manfredonia, donnent exactement le total cherché de 10.000 florins. Nos calculs ne nous ont pas permis de retrouver ce chiffre : le trésorier a-t-il volontairement arrondi les chiffres pour donner l'impression de l'exactitude ou y a-t-il dans le détail des frais quelque somme qui a été portée entièrement au compte de la Chambre, au lieu d'être partagée avec celui de l'ambassadeur, au prorata des quantités achetées, nous ne pouvons savoir. En tout cas, l'erreur, si erreur il y a, est infinitésimale : 4 florins sur 10.000.

¹ Texte, lignes 1-27 (Et primo...).

² Texte, lignes 27-36 (Et deinde...).

³ Texte, lignes 36-74 (Et demum...).

rant capables d'heureuses initiatives, les exécutent au mieux des intérêts de l'Église. On ne conçoit guère meilleur fonctionnement.

* * *

Néanmoins, quelles que puissent être les qualités de ses fonctionnaires locaux, la Curie ne s'en remet pas à eux du soin de choisir les marchands et les transporteurs qu'ils doivent cependant fort bien connaître, ni même de celui de régler les achats de blé avec les revenus pontificaux qu'ils perçoivent dans leur province, ce qui semblerait tout naturel. Toute l'affaire, du point de vue financier comme du point de vue commercial, est traitée directement par la Chambre apostolique. La raison semble en être double : d'abord, c'est une affaire extraordinaire, en dehors du courant normal de l'administration provinciale ; ensuite, l'exécution en est assez pressée et nécessite immédiatement une somme assurément trop considérable pour les disponibilités de la caisse du trésorier de Bénévent, de Campanie et de Maritime. Aussi bien la Chambre a-t-elle à sa disposition des auxiliaires qu'elle emploie dans toutes ses opérations financières : les grandes compagnies mercantiles de Florence dont la diversité des activités lui évitera de s'occuper en quoi que ce soit de l'exécution de l'affaire.

C'est le camérier, nous l'avons vu, qui décide d'employer les banquiers ; c'est lui qui choisit ceux auxquels il confie l'exécution des ordres pontificaux. Quoique les Bardi, les Peruzzi et les Acciaiuoli aient également des succursales à Naples, dans les Pouilles et en Chypre, et que souvent les fonds apostoliques soient confiés pour un tiers à chacune de ces compagnies, Gasbert de Laval n'emploie cette fois que les seuls Bardi¹ : une opération commerciale se greffe sur l'opération financière et l'emploi de compagnies différentes ne

¹ Bien que les commerçants vénitiens fassent un trafic considérable avec les Pouilles et l'Arménie, la Chambre ne songe pas à s'adresser à eux parce qu'ils n'ont pas de représentants à Avignon.

ferait que compliquer inutilement l'achat et l'expédition des blés. Et si, parmi les trois compagnies, ce sont les Bardi qui sont choisis, c'est parce qu'ils étaient sans doute les mieux placés pour les relations commerciales et bancaires avec l'Arménie : les franchises d'importation et d'exportation et les privilèges commerciaux que leur a concédés Léon V le 10 janvier 1335¹ tendent à prouver qu'ils étaient, en ces années précisément, la plus puissante compagnie florentine qui fit commerce avec l'Arménie². Et, bien plus que les Peruzzi et les Acciaiuoli, ils sont les auxiliaires habituels de la Chambre pour les transferts de fonds que celle-ci fait à partir ou à destination de Chypre³.

Mais, cette fois, et c'est l'intérêt particulier de cette affaire, il ne s'agit pas seulement d'un transfert de fonds, mais aussi d'un achat à distance et d'une expédition de grains. Les compagnies florentines sont capables de rendre au Pape les deux services également et

¹ « La compagna de' Bardi è franca, che non pagano niente per tutto lo reame d'Erminia, nè traendo, nè uscendo, etc... » Fr. Balducci-Pegolotti, *Pratica della mercatura*, dans Pagnini, *Della decima*, etc., t. III, p. 45, chap. XI, cité par Victor Langlois, *Le trésor des chartes d'Arménie*, p. 195, pièce XLI. N. Iorga, *op. cit.*, p. 140, voit dans ce document la preuve d'un « secours » prêté par les Bardi à Léon V, mais le texte ne le dit pas.

Balducci Pegolotti était facteur des Bardi, et c'est lui qui avait précisément obtenu ces franchises en Arménie.

² Les Peruzzi, qui avaient un comptoir à Tarse depuis 1317, ne jouissaient que d'une demi-franchise : ils payaient 50 % des droits de douane à l'entrée et à la sortie. Davidsohn, *Geschichte von Florenz*, IV, 2, p. 395. Nous ne savons pas quelle était la situation des Acciaiuoli. En tout cas, la supériorité des Bardi ressort des textes où l'on ne rencontre jamais que leur nom. Noter que la franchise dont ils jouissaient n'explique pas ici l'emploi des Bardi, car il est bien évident que le gouvernement royal ne pouvait prélever des droits sur les blés que lui envoyait le Pape.

³ Les Bardi font parvenir de Chypre à la Chambre 12.000 florins en 1328, 9.000 florins en 1329, 10.660 florins en 1330, 9.700 florins en 1381, 3.000 florins en 1333, 3.000 florins en 1334 (Göller, *Die Einnahmen der Apostolischen Kammer unter Johann XXII*, p. 540 à 543), et ils transfèrent d'Avignon en Chypre en 1322-1323 30.000 florins, quand le nom des Peruzzi et des Acciaiuoli ne se trouve pas dans les livres de comptes aux chapitres qui concernent l'Orient.

L'opération est singulièrement simplifiée par cette multiplicité de leurs activités. A voir les Bardi servir ainsi de banquiers, de courriers, d'acheteurs et d'expéditeurs de grains à la Papauté, on comprend quels commodes auxiliaires pouvaient être pour elle ces grandes compagnies florentines qui couvraient toute l'Europe du réseau de leurs affaires. Ici, c'est surtout sous l'aspect commercial qu'apparaît la puissance de l'organisation de la plus grande d'entre elles.

Les représentants des Bardi résidant à Avignon reçoivent, le 10 avril, avec les fonds nécessaires à l'opération, l'ordre d'acheter et d'expédier des céréales des Pouilles en Arménie dans les conditions que nous connaissons : la quantité en est incertaine puisqu'elle dépendra de l'ampleur des franchises d'exportation accordées par le roi de Sicile. Aussi, pour ne pas être pris au dépourvu, supposant que le roi accordera la franchise totale, ordonnent-ils aux succursales de la Compagnie dans le royaume de Sicile d'acheter 6.000 saumes de blé, ce qui est approximativement la quantité que permettent d'acheter et d'exporter en franchise de douane les 10.000 florins. Dans le courant même du mois d'avril, incertains de la date à laquelle sera faite l'expédition et redoutant une hausse prochaine des cours avant la récolte, les Bardi de Naples achètent 4.000 saumes de blé, ceux de Bari 2.000 saumes à Manfredonia, et ils louent des bateaux pour les transporter en Arménie. Seule l'ampleur de ses affaires permet à la Compagnie d'acheter ainsi à l'avance une quantité de céréales dont elle risque qu'une partie demeure dans ses magasins si la franchise totale d'exportation n'est pas accordée ; seuls aussi un système de courriers rapides et de grandes disponibilités ou un vaste crédit lui permettent d'exécuter en Italie du Sud, moins de vingt jours après qu'il leur a été signifié à Avignon, un ordre dont le montant s'élève à plusieurs milliers de florins. Tout est donc prêt pour l'arrivée de l'ambassadeur et du commissaire pontifical, qui doivent préciser la quantité et déclan-

cher l'expédition ; et l'opération a été conduite au mieux des intérêts pontificaux.

Mais ceux-ci tardent ; lorsqu'ils arrivent à Naples au début de juillet, la nouvelle récolte est faite et le blé abonde à des prix moyens sur tous les marchés du royaume de Sicile. Les 4.000 saumes achetées à Naples, à un moment de resserrement du marché et en hâte avant que les cours ne montent, ne se présentent plus sous un jour avantageux comme elles l'auraient fait un mois plus tôt : le commissaire pontifical, redoutant pour elles un trop long trajet par mer, refuse d'en prendre livraison et décide que toute l'expédition sera faite des Pouilles. Cette décision anéantit toute la préparation faite par les associés de la Compagnie en Italie du Sud : non seulement 4.000 saumes demeurent invendues à Naples dans leurs magasins, mais il faut encore improviser l'achat et l'expédition d'un peu moins de 3.000 saumes (puisque la franchise accordée n'a été que partielle) dans les Pouilles. Mais la Papauté est trop bon client pour qu'ils protestent ; Filippo di Ruggieri, de la succursale de Bari, se hâte d'y pourvoir : il achète 500 nouvelles saumes à Manfredonia pour compléter le chargement du *Saint-Clément* qu'il avait affrété en avril afin de transporter les 2.000 premières saumes qui en devaient partir. En même temps, il achète à Bari, où il connaît mieux les marchands, les 2.286 saumes dont le prix d'achat, les frais d'exportation et de transport complèteront les 10.000 florins ; mais il ne trouve pas de bateau prêt, et il faut attendre un peu celui qu'il affrète. C'est pendant cette attente que le commissaire pontifical termine la rédaction de son rapport.

Ainsi, toute l'exécution pratique de l'opération : transfert de fonds, achat de blés, paiement de droits de douane, location des bateaux, a été l'œuvre des Bardi dont l'organisation a donné à la Chambre les commodités les plus grandes. Mais, quelque confiance que puissent lui inspirer leur puissance et les services rendus, celle-ci n'est pas telle que la Chambre leur abandonne complète-

ment l'opération : le camérier délègue un commissaire pour la représenter et pour surveiller l'exécution. C'est bien là l'attitude constante de la Chambre, sous Jean XXII et Benoît XII, à l'égard des compagnies mercantiles dont elle fait un si grand usage : elle ne les considère jamais comme des collaborateurs ou même des auxiliaires ; ce sont pour elle de simples instruments.

Une dernière question se pose à laquelle nous ne pouvons malheureusement pas répondre : celle de la rémunération qu'ont reçue les Bardi pour leurs services. Le rapport du trésorier de Bénévent ne pouvait évidemment pas nous éclairer sur ce point : il était destiné à exposer l'emploi de 10.000 florins entièrement consacrés à secourir les Arméniens. Mais les autres textes concernant cette affaire gardent le même silence. Généralement, lorsque le camérier fait effectuer par les banquiers un transfert de fonds d'Avignon à une autre place, il leur fait remettre en même temps que la somme à transférer un petit pourcentage « *pro portagio* » qui constitue leur bénéfice, s'ils se bornent à faire faire le paiement par leurs représentants locaux sans transporter effectivement les espèces. Mais, dans le cas présent, le trésorier n'a remis à Niccolò di Bindo Ferrucci que les 10.000 florins exactement ; et l'absence d'autres renseignements est d'autant plus regrettable que le plus important n'est pas ici le transfert de fonds, mais l'action des Bardi pour préparer et effectuer les achats et l'expédition : il aurait été fort intéressant de savoir quelle commission avait prise la Compagnie dans la seule grande opération commerciale qu'elle ait faite, à notre connaissance, pour le compte de la Chambre ; les frais, les démarches, les responsabilités de toute sorte y ont été nombreux et semblent mériter une rémunération substantielle. D'autre part, on ne peut pas supposer qu'agissant comme commissionnaires du Saint-Siège, les Bardi aient majoré le prix du blé qu'ils achetaient pour son compte : ce n'est pas dans leurs habitudes et le commissaire pontifical en aurait averti la Chambre. Et même, si l'on suppose que, par

pitié pour les Arméniens, ils aient prêté gratuitement leurs services, comme le roi Robert abandonnait une partie du revenu de ses douanes, un texte mentionnait certainement cette générosité, et nous ne l'avons pas retrouvé.

* * *

Le dernier groupe de renseignements que nous donne notre texte est relatif aux conditions du commerce des grains dans le royaume de Sicile. La richesse agricole du sud de l'Italie et spécialement des Pouilles, grenier d'une grande partie de la Péninsule¹ et de plusieurs régions méditerranéennes, est connue depuis longtemps et aussi la lourde fiscalité que faisaient peser sur ce commerce les rois angevins avides de remplir leur trésor. La belle étude de M. Yver² explique dans le détail l'origine et la nature des divers droits énumérés par le trésorier de Bénévent : d'une part, les droits de douane à l'exportation ; d'autre part, les menus frais et taxes : frais de transport, de chargement et de protection à bord des céréales contre les intempéries, droits de place, d'entrepôt, de port et des galères. Nous nous bornons donc à indiquer d'après lui la nature et l'importance de chacune de ces charges dans les notes dont nous accompagnons le texte que nous publions. Mais ici encore notre document a une valeur pratique, expérimentale, pour ainsi dire : il nous montre, dans un cas concret et particulier, tout le processus d'une exportation de grains ; et les renseignements qui nous la décrivent proviennent du lieu d'achat et du port d'embarquement, non de l'administration centrale : c'est bien la vie qu'il nous apporte.

¹ Florence singulièrement importait des Pouilles une partie considérable des céréales nécessaires à sa consommation par l'intermédiaire de ses grandes compagnies mercantiles.

² G. Yver, *Le commerce et les marchands dans l'Italie méridionale au XIII^e et au XIV^e siècle*, dans la *Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome*, Paris, 1903.

Le premier fait qui frappe, à l'examiner, c'est l'importance des droits d'exportation mis par le roi sur les céréales : ils sont supérieurs à la valeur même de la marchandise : 15 onces de carlins d'argent pour 100 saumes de blé dont le prix moyen est de 14 onces 20 tarins 10 grains. La production méditerranéenne étant faible, le roi en sait la vente assurée et il en profite pour emplir son trésor besogneux. Et ce revenu est si indispensable pour établir l'équilibre budgétaire que Robert ne peut le supprimer, même pour une œuvre charitable et sur les sollicitations pressantes du Souverain Pontife¹ : pour montrer sa bonne volonté, il laisse sortir en franchise les deux cinquièmes du froment acheté, mais c'est tout ce qu'il consent à faire. Les menus taxes et droits locaux ne comptent guère à côté de ces droits de douane.

Une autre charge pèse lourdement sur le commerce des grains, ce sont les frais de transport : le fret s'élève ici à 12 onces pour 100 saumes, c'est-à-dire à un chiffre inférieur d'un cinquième seulement au prix de la marchandise. Si bien que les 10.000 florins pontificaux, qui auraient pu permettre le simple achat de 12.400 saumes de blé dans les Pouilles, l'achat dans les Pouilles et l'expédition en Arménie de 6.800 saumes sans les droits et frais divers, de 6.300 saumes avec eux, n'en auraient fait parvenir aux Arméniens que 4.100 si Robert d'Anjou n'avait pas concédé une franchise partielle d'exportation qui a porté à 4.786 saumes la part du Pape dans le chargement réellement effectué. On comprend que le fonctionnaire pontifical ait insisté pour obtenir la franchise totale.

Les chiffres sur lesquels nous fondons ces calculs sont particuliers à l'opération que nous étudions. Or, ils coïncident parfaitement avec ceux que donne vers la même époque un facteur des Bardi pré-

¹ Sans compter les liens familiaux qui pouvaient pousser Robert d'Anjou à venir en aide aux Arméniens : la seconde femme de Léon V, la reine Constance, veuve en premières nocces du roi Henri de Chypre, était sa propre fille.

cisément, Francesco Balducci Pegolotti, dans le petit guide du commerce international qu'il a écrit vers 1339 sous le titre *Pratica della Mercatura*¹. Celui-ci compte que 100 saumes de grain des Pouilles rendues à Famagouste reviennent en moyenne à 40 onces de carlins d'argent². Les céréales de notre expédition reviendraient, sans aucune franchise de douane, à 43 onces 24 tarins les 100 saumes ; mais ce prix s'entend rendues en Arménie, c'est-à-dire à quelques journées de mer au delà de Famagouste ; de plus, le taux du droit de douane à l'exportation variait selon les saisons et l'abondance de la récolte. Cette coïncidence des données de notre texte avec les chiffres de Pegolotti nous autorise à compléter les renseignements trop sommaires que cet auteur fournit et à attribuer à ceux que nous venons d'exposer une valeur générale. Le prix de revient des céréales des Pouilles rendues en Orient (Chypre ou Arménie) se décompose donc comme suit :

prix d'achat.	33,30 %
fret.	27,33 %
droits de douane à l'exportation . .	33,85 %
droits et frais divers	5,62 % ³ .

Ce qui revient à dire que la marchandise rendue sur le lieu de la vente est grevée, avant même que le marchand n'y ajoute son bénéfice, de 200 % de frais, dont environ 110 % ont été versés au fisc sicilien et 90 % aux transporteurs. Ces chiffres valent pour toutes les expéditions de céréales des Pouilles en Orient aux environs de 1335-1340. Ils présentent en eux-mêmes un grand intérêt parce

¹ Francesco Balducci Pegolotti, *Pratica della Mercatura*, publ. Pagnini, *Della decima e di varie altre gravetze imposte dal comune di Firenze, della moneta e della mercatura dei Fiorentini fino al secolo XV*, Lucques et Lisbonne, 1765 t. II.

² Id., *Ibid.*, p. 83.

³ Nous donnons ici non pas le montant de chaque article, qui n'a pas d'intérêt en soi-même, ne pouvant en aucune façon être rapproché de nos chiffres actuels en la matière, mais leur rapport au total, qui seul importe et parle clairement.

qu'ils montrent, à propos d'un exemple précis, les charges qui pesaient sur le commerce au début du XIV^e siècle.

Or, nous avons en la matière beaucoup de théories générales, mais bien peu de données fondées sur la réalité, tirées des documents. On connaît fort peu de chiffres du taux des frais de transport à cette époque qui aient été calculés dans un cas particulier comme le nôtre¹. Les seuls qui soient rigoureusement établis sont ceux que donne M. Saponi pour le prix du transport de balles de laine de Flandres et de France à Florence en 1319, 1320 et 1321 pour la compagnie de Francesco del Bene² : le total des divers frais de transport et des droits payés le long du chemin oscille, selon les livraisons, entre 11,70 % et 20,34 % du prix d'achat des draps (moyenne : 15,98 %). De ce chiffre, les frais de transport proprement dits forment la plus grande partie : de 10,43 % à 17,79 % du prix d'achat (moyenne : 13,25 %). L'écart entre ces chiffres et ceux que nous trouvons est donc très considérable. Laissons de côté le taux des droits qui grèvent les marchandises, car il ne signifie rien : il est casuel et dépend de la fiscalité des princes dont elles quittent ou traversent les terres. Mais le taux des frais de transport proprement dits présente une énorme différence : 91,33 % pour nos blés, 13,25 % pour les draps des del Bene. Elle s'explique, sans doute,

¹ Ceux que donne R. Giasca dans *L'arte dei medici e speziali nella storia e nel commercio dal secolo XIII al XV* pour les épices (p. 653) sont pris dans Pegolotti et manquent de précision, puisqu'ils émanent d'un guide général et non d'affaires réelles. Ceux que donne R. Cessi dans *Le relazioni commerciali tra Venezia e le Fiandre nel secolo XIV-Nuovo Archivio Veneto*, 1914, p. 17 et suiv., pour les transports par mer de Venise en Flandre ne sauraient refléter les conditions normales du commerce : il s'agit de flottes subventionnées et contrôlées par l'État où les taux de fret ne sont, par conséquent, pas en dépendance directe des conjonctures économiques.

² A. Saponi, *Una compagnia di Calimala ai primi del Trecento*, p. 81 à 100. L'auteur calcule le taux brut des frais généraux pour chacune des six expéditions de draps français et flamands qu'il étudie ; nous avons, d'après ses données, calculé le taux net des frais de transport proprement dits.

par la diversité des itinéraires et surtout par la différence de valeur de marchandises qui ne sont en aucune façon comparables : le blé sous un volume relativement considérable a une faible valeur, et les frais de transport proportionnels au poids le grèvent bien plus que les draps, qui ont une beaucoup plus grande valeur à volume ou à poids égaux. Le peu de certitude de notre déduction montre bien, précisément, que ces problèmes économiques ne sauraient être résolus sans un grand nombre de faits que l'on puisse comparer entre eux. On appréciera la valeur de notre document en pensant qu'il apporte le deuxième fait assuré pour l'étude des conditions extérieures du commerce au xiv^e siècle !

Enfin, notre texte nous fournit quelques renseignements sur la vie maritime dans le royaume de Sicile au début du xiv^e siècle. Il confirme tout d'abord la faiblesse de la marine marchande en nous montrant l'emploi d'un bateau étranger, armé à Ancône, pour transporter les blés indigènes. Ce bateau, le *Saint-Clément*, peut porter une cargaison de 2.500 saumes, « onus sive carichum tocius coche¹ », c'est-à-dire 4.000 hectolitres de blé. En calculant au taux moyen de 70 kilogrammes par hectolitre la densité du grain, le tonnage du vaisseau est donc de 300 tonnes environ : c'est un de ces lourds bateaux de commerce aux formes rondes que l'on voit souvent représentés sur les tableaux de l'époque. Mais on ne peut tirer de ce fait particulier aucune conclusion sur le type de bateaux qui faisaient le trafic entre les ports de l'Adriatique et l'Orient : Filippo di Ruggieri avait, en effet, retenu le *Saint-Clément* à l'avance au moment où il ne croyait avoir encore à assurer que le transport des 2.000 saumes qu'il avait achetées en avril à Manfredonia ; il l'avait donc choisi du tonnage qui lui convenait. Quant à l'autre navire qui doit charger les 2.500 dernières saumes à Bari, le texte ne nous donne aucune information ni sur son port d'attache ni sur son tonnage.

¹ Texte, ligne 41.

Quoi qu'il en soit, tandis que le *Saint-Clément* avait pu être chargé directement à Manfredonia, le marchand prévoit à Bari des dépenses pour la location de barques qui porteront le blé de la terre ferme au deuxième navire « pro naulo barcarum ascendentium dictum frumentum in cocham¹ ». Comme celui-ci ne devait pas être d'un tonnage bien supérieur au *Saint-Clément*, puisqu'il avait été spécialement affrété pour transporter lui aussi 2.500 saumes de blé, il faut en conclure que les bateaux de 300 tonneaux pouvaient accoster à quai à Manfredonia, tandis qu'ils ne le pouvaient pas à Bari. Le port de Manfredonia nous apparaît donc bien mieux équipé en 1336 que celui de Bari. C'est la confirmation par les faits de ce que laissent entendre les textes officiels : quoique Barletta fût le principal port de la côte adriatique, Manfredonia était le centre d'exportation des céréales² et un droit de sortie y permettait les travaux nécessaires à l'entretien et à l'amélioration du port³. Nous voyons ici le résultat de ces travaux. Bari, cependant, un peu en déclin à côté de ces puissants voisins⁴, ne possédait aucun aménagement semblable.

* * *

Telles sont les diverses sortes d'intérêt qu'offre le document que nous publions : il nous permet de nous rendre compte exactement des modalités d'une opération singulière dans l'histoire de la papauté avignonnaise que l'on n'entrevoyait sans lui qu'à travers quelques textes secs et qui se recoupent mal ; et, ce faisant, par les détails précis qu'est amené à multiplier dans son compte-rendu le commissaire pontifical, il est une mine de renseignements précieux pour l'histoire administrative et financière de l'Église et l'histoire économique du xiv^e siècle. Il nous montre le fonctionnement de

¹ Texte, ligne 60.

² « Grano si carica più a Manfredonia che a Barletta. » Pegolotti, *op. cit.*, chap. xxxviii, p. 166.

³ Yver, *op. cit.*, p. 165.

⁴ Yver, *Ibid.*, p. 168 ; Pegolotti, *Ibid.*, p. 167-168.

l'administration pontificale centrale et provinciale, l'emploi considérable que fait la Chambre apostolique des grandes compagnies mercantiles, la fiscalité et les conditions du commerce des grains dans le royaume de Sicile au temps de Robert d'Anjou. Et il nous le montre dans un cas particulier et concret qui a, par rapport aux lettres pontificales toujours générales et aux comptes de la Chambre nécessairement résumés, pour ainsi dire la valeur d'une expérience. Avec lui, c'est la réalité, la vie généralement recouvertes ou masquées dans les textes officiels qui nous apparaissent avec tous les menus personnages et les conditions locales que met à jour une coupe verticale, en profondeur. C'est de renseignements aussi pittoresques et aussi précieux, de faits aussi précis, qu'étaient bourrés tous les rapports et correspondances adressés des provinces à la Curie ; celle-ci, dans ses livres, n'en a retenu que l'idée qu'ils exprimaient et le souvenir des faits a péri avec les papiers où ils étaient consignés. De la source merveilleuse que c'eût été là pour l'histoire administrative, économique et sociale de tous les pays de la Chrétienté, notre document demeure un précieux témoin qui nous permet d'y apporter, pour le *xiv^e* siècle, une modeste contribution dont le seul mérite est de reposer sur des données réelles et assurées.

Yves RENOARD.

TEXTE¹

- 1 In nomine Domini, amen, anno nativitatis dominice millesimo trecentesimo tricesimo sexto, indictione quarta, pontificatus sanctissimi patris et domini domini Benedicti divina providentia Pape XII anno secundo.
- 2 Noverint universi et singuli presens instrumentum | publicum inspecturi quod in presencia mei notarii publici et testium infrascriptorum ad hoc

¹ Les soixante-quatorze premières lignes du texte se suivent sans la moindre interruption sur le parchemin ; seule la souscription du notaire est détachée de l'ensemble. Nous le reproduisons en marquant par des alinéas les principales divisions, afin que l'apparence en soit plus claire et la lecture plus aisée. Nous réglons néanmoins la numérotation sur les lignes de l'original parce que le notaire s'y réfère, à la fin du texte, à propos des erreurs ou omissions qu'il a commises et qu'il corrige.

specialiter vocatorum et rogatorum, venerabilis vir dominus Petrus Riccardi de Orto¹ thesaurarius Beneventanus ad exequcionem infrascriptorum licterarum prout infra sequitur processit. |

3 Et primo apud civitatem Beneventanam. In presencia mei predicti notarii publici, ac notarii Bartholomei de Padulo, Petri de Orto, Petri de Forma et Cobelli de Foro de Benevento testium ad hec specialiter vocatorum et rogatorum die penultimo mensis junii quarte indictionis sub
4 annis | domini et pontificatus predictis, prefatus dominus Petrus thesaurarius recepit cum debita reverencia et publice legi fecit licteras infrascriptas in papiro scriptas quarum tenor per omnia talis est :

Rogerus de Vintrono², legum doctor, archidiaconus Conchensis in
5 ecclesia Ruthenensi Campanie | Maritimeque ac civitatis Beneventane in spiritualibus et temporalibus generalis rector et comes venerabilibus et discretis viris domino Petro Richardi de Orto Thesaurario Beneventano, Petro Girardi Castellano Funionis et notario Nicolao Forti de Anania salutem in domino sempiternam. Licteras | domini nostri Summi Pontificis et domini camerarii duplicatas tenoris infrascripti nos novem
6 ritis recepisse :

Benedictus³ episcopus servus servorum dei dilecto filio magistro Rogero de Vintrono, canonico Ruthenensi, Campanie Maritimeque ac civitatis nostre Beneventane Rectori salutem et apostolicam benedictionem.
7 Cum nos | et Carissimus in Christo filius noster Philippus Rex Francie Illustris⁴ pridem non sine magna compaxione percepto quod saracenorum⁵ rabies ad confusionem et exterminium christianorum⁶ aspirans certas partes Regni Armenie ac christicolas ibidem degentes

¹ Pierre Richard de « Orto », recteur de Miramont au diocèse d'Agen, trésorier de Bénévent. Il n'existe pas de liste des recteurs et trésoriers de Bénévent (même l'article Bénévent du *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastique* ne remédie pas à cette lacune), ce qui rend difficile l'identification précise du personnage. D'après les renseignements que nous avons trouvés épars dans les Comptes de la Chambre, Pierre Richard a été trésorier de juillet 1333 au 16 janvier 1337.

² Roger du Vintrou, archidiacre de Conques dans l'église de Rodez, recteur de Campanie et de Maritime et de la ville de Bénévent. D'après les recoupements des données fournies par les Comptes de la Chambre, il a dû être recteur entre 1336 et 1338 (Le Vintrou, comm., départ. du Tarn, arr. de Castres, cant. de Mazamet).

³ Lettre close enregistrée au Reg. Vat. 131, fol. 16 r^o, n^o 53, publiée par Daumet, *Lettres closes, patentes et curiales de Benoît XII se rapportant à la France*, col. 101, n^o 152.

⁴ Philippe VI de Valois, roi de France, 1328-1350.

⁵ Les Sarrasins d'Égypte.

⁶ « Christianorum » : grattage et correction de la main du notaire qui les signale lui-même. Cf. *infra*, ligne 70.

8 adeo hiis temporibus preteritis vastavit crudeliter et | afflixit quod preter
 alia dapna per eosdem Sarracenos chisticolis eisdem illata innumera
 segetibus et fructibus tam ignis incendio quam alias omnino consumptis
 famis inopie¹ propter defectum panis et aliorum victualium oppressi mi-
 serabiliter remanserunt, certum eisdem Christicolis subsidium pecunia-
 9 rum pro emendis bladis et | deferendis ad partes predicti Regni provide-
 remus exhibendum empicio que hujusmodi fieri in Apulie² partibusque
 vicinis posse fieri comodius asseratur, volumus et tue discretioni manda-
 mus quatinus ut³ eadem empicio utiliter et absque fraude fiat hujusmodi
 10 bladaque ipsa preparentur et extrahantur⁴ de partibus predictis | Apu-
 lie ad partes Regni Armenie deferenda predictas per te ac alios de quibus
 expedire videris adhibere sollicitudinem studeas operosam, nos de hiis
 que acta super permissis fuerint necnon et de quantitate bladi empti
 ejusque precio redditurus nihilominus certiores. Datum Avinione tercio
 11 nonas aprilis | pontificatus nostri anno secundo.

Venerabili et circumspecto viro domino Rogerio de Vintrono canonico
 Ruthenensi Campanie Maritimeque ac civitatis Beneventane rectori,
 Gasbertus permissione divina Arelatensis archiepiscopus domini pape
 Camerarius⁵ salutem et sincere dilectionis affectum. Cum dominus noster
 12 Summus pontifex | pro subsidio Christianorum fidelium in Regno Arme-
 nie degentium Regi et Regno predictis compaciens decem milia floreno-
 rum auri convertenda in bladum ad illas partes portandum domino
 Leoni Regi Armenia⁶ illustri de pecunia sua camere fecerit elargiri ac
 13 predictam pecuniam penes socios societatis | Bardorum⁷ deponi qui ad
 vos pro dicto blado emendo cum quibusdam litteris apostolicis clausis
 super hoc vobis directis se conferunt ut in eisdem literis videbitis serio-
 sius contineri dictique mercatores habeant bladum predictum de vestra
 consciencia emere et ad partes regni predicti conduci facere seu portari,
 14 vobis | mandamus quatinus super hiis illam quam poteritis diligentiam

¹ Var. « inopia ». Reg. Vat. 131, fol. 16. La leçon de notre texte est fautive.

² Apulie : les Pouilles, province de l'Italie méridionale, riveraine de l'Adriatique.

³ Var. « et ». Reg. Vat. 131, fol. 16. La leçon de notre texte est la bonne.

⁴ Var. « extrahentur ». Reg. Vat. 131, fol. 16. La leçon de notre texte est la bonne.

⁵ Gasbert de Laval, archevêque d'Arles, camérier des Papes de 1319 à 1347.

⁶ Léon V, roi d'Arménie, 1320-1341, dernier prince de la dynastie des Roupénides.

⁷ La Compagnia di messer Ridolfo dei Bardi e compagni, renouvelée en 1331.

adhibentes eisdem mercatoribus in empcone et portagio dicti bladi favorem et consilium impendatis ac eundem dominum nostrum et nos super omnibus que in premissis duxeritis faciendum et de quantitate ac precio
 15 dicti bladi distincte ac particulariter | curetis per vestras licteras, reddere cerciores. Item cum dominus noster scribat per egregium virum dominum Bremundum de Lizinhaco comitem Curchensem¹ ambaxatorem dicti domini regis Armenie domino Regi Sicilie illustri² pro obtinenda licencia extrahendi dictum bladum procuretis quod a dicto domino Rege³
 16 hujusmodi | licencia habeatur. Datum Avinione die nonodecimo mensis aprilis.

Sequuntur quedam alie lictere dicti domini nostri Summi pontificis tenoris superioris cum additis infrascriptis : Benedictus⁴ episcopus servus servorum dei dilecto filio magistro Rogerio de Vintrono etc. Pridem tibi
 17 scripsimus post salutacionis | eloquium in hec verba. Cum nos et carissimus in Christo filius noster et cetera. Volentes igitur premissa exequi diligenter discretioni tue per apostolica scripta iterato et ex superhabundanti mandamus quatinus circa exequcionem hujusmodi prout ad te pertinuerit, eciam si predictae nostre lictere tibi non existerent forsitan |
 18 presentate sic solertem et fidelem diligenciam adhibere procures quod exinde merito valeas commendari. Datum Avinione xiiii kal. Maij pontificatus nostri anno secundo.

Cum licteris ejusdem domini camerarii tenoris subsequenter : Licet vobis nuper scripserimus quod sanctissimus pater et dominus noster
 19 summus pontifex | audita necessitate Regis Armenie illustris et Regni ejusdem ac oppressione qua per infideles opprimuntur christiani fideles habitantes in regno predicto plenius intellecta ordinavit dei Intuytu ut pro defensione regis et regni ac fidelium predictorum de pecunia camere
 20 sue sunt deposita⁵ | penes mercatores de Bardis in curia commorantes⁶ decem milia florenorum auri convertenda in granum emendum per socios

¹ Bohémond de Lusignan, comte de Gorigos (le Courq en français) : il est appelé à tort Raymond de Lusignan dans le sauf-conduit pontifical en date du 1^{er} mai 1336.

² Cette lettre de Benoît XII au roi de Sicile n'a pas été enregistrée. Cf. *supra*, p. 298.

³ Robert d'Anjou, roi de Sicile, 1309-1343.

⁴ Lettre close enregistrée au Reg. Vat. 131, fol. 16 r^o, n^o 54, analysée par Vidal, *Lettres closes et patentes de Benoît XII intéressant les pays autres que la France*, col. 214, n^o 825.

⁵ Versement porté dans les comptes de la Chambre sous la date du 10 avril 1336. Arch. Vat., Introitus et Exitus 150, fol. 161, pub. Schäfer, *Die Ausgaben der Apostolischen Kammer unter Benedikt XII*, p. 41.

⁶ La succursale des Bardi à Avignon est alors dirigée par Niccolò di Bindo Ferrucci.

eorumdem Neapoli residentes¹ ac deportandum per eosdem ad Regnum Armenie supradictum prout in licteris apostolicis quas tunc cum nostris
 21 vobis misimus et nunc per mercatores | predictos consimiles licteras apostolicas duplicatas vobis mictimus videbitis contineri, vobis iterato scribimus quatinus juxta formam licterarum apostolicarum predictarum velitis instare apud mercatores Bardorum predictos Neapoli commorantes quod bladum emant sufficiens de quantitate pecunie supradicte
 22 et portari faciant ad regnum predictum. | Et quia pro tracta² dicti bladi prefatus dominus noster nuper scripsit domino Regi Sicilie et domine Regine³ ut licenciam concederent extrahendi de Regno eorum bladum predictum ex gracia prosequamini licenciam supradictam cum diligencia et de quantitate bladi et precio ejusdem ac de gracia quam prefatus dominus Rex faciet | super dicta licencia et de expensis que pro emendo
 23 bladum et portando ipsum in Armenia et in extracta predicta si contingat quod dictus dominus rex Sicilie non faciat plenarie gratiam de licencia antedicta informetis dominum nostrum et ejus camerarium per vestras licteras quam citius fuerit oportunum. Datum Avinione die xx aprilis.
 24 Ga|sbertus domini nostri Camerarius.

Quarum auctoritate licterarum, cum propter pericula incumbencia noviter in civitate Alatrina⁴ necnon in Campania pretextu discordie incumbentis inter dominos Gaytanos⁵ ex una parte et dominos de Supino⁶ ex altera cujus discordie per pacem finiende tractatum tenemus
 25 inter manus ad | predicta personaliter vacare nequamus, vobis domino thesaurario in solidum et aliisque duobus simul ex parte domini nostri summi pontificis commictimus et mandamus, ex parte nostra rogantes quatinus ad exequucionem negocii prelibati procedatis juxta continenciam
 26 ipsarum et tenorem in predictis et predictam tangentibus vices | nostras in omnibus committentes. Datum in Frusinone⁷ die vicesimo sexto mensis Junii. In quibus licteris, prout nobis notario et testibus supradictis constitit evidenter, in posterga et fine ipsarum erant impressa in cera rubea vera, nota et consueta sigilla domini Rogerii supradicti.
 27 Et deinde, sequenti die | ultimo dicti mensis Junii predicte quarte indictionis prefatus dominus Petrus thesaurarius et commissarius deputatus ut supra, de dicta civitate Beneventana personaliter recessit et

¹ La succursale des Bardi à Naples est alors dirigée par Bencivenni Tornaquinci Bonsostegni.

² Tracta, extracta = « jus tractarum », nom porté par le « jus exiture » ou droit de douane perçu à l'exportation par le fisc royal, lorsqu'il s'agit de denrées alimentaires.

³ Robert d'Anjou et Sanchia d'Aragon, sa femme.

⁴ Alatri, ch.-l. de mand., arr. de Frosinone, prov. de Rome.

⁵ Les Gaetani.

⁶ Supino, comm., arr. de Frosinone, prov. de Rome.

⁷ Frosinone, ch.-l. d'arr., prov. de Rome.

- 28 versus civitatem Neapolitanam | pro exequcione predictarum¹ lictera-
rum gressus ejus direxit et ad dictam civitatem Neapolitanam personali-
ter applicuit die primo mensis Julii predicte quarte indictionis, et ibi
nobilem et magnificum virum dominum Bremundum de Lizinchaco comi-
tem Corquensem ambaxatorem domini Regis Armenie invenit cum quo
domino ambaxatore tractare et ordinare cepit et voluit qualiter et quo-
29 modo predictum | negocium et mandata apostolica exequcioni debite
demandarent; predictus tamen ambaxator commissario prefato retulit
quod ipse eundem commissarium prevenerat et jam assignaverat licteras
dicti domini Pape Serenissimo domino regi Roberto pro obtinenda ab eo
30 gracie tracta tocius quantitatis frumenti | seu bladi emendi in partibus
Apulie de predictis florenis decem millibus et convenerat cum eodem
domino rege quod de predictis florenis decem millibus emi poterant et
debebant frumenti salme quinque milia ad generalem regni mensuram de
thuminis octo per salmam², quodque idem ambaxator ab eodem domino |
31 rege obtinuerat tractam libere et gracie de salmis frumenti duobus mil-
libus tum emendis de pecunia supradicta, et de extrahenda de regno per
portus Apulie reliqua quantitate frumenti emendi usque ad summam
predictam videlicet salmas frumenti tria milia idem comes et ambaxator
32 solvere debebat Curie Regis jus | exiture cum tareno³ ad rationem de
unciis auri quindecim in carolenis argenti, sexaginta per unciam com-
putatis, pro quolibet centum salmis frumenti et super hiis certa pacta
et convenciones ac lictere scripta et data erant. Hinc inde per predictum
dominum regem Robertum et ambaxatorem prefatum predictus |
33 quoque commissarius, hiis auditis et intellectis, voluit et conatus est acta
hujusmodi revocare et a dicto domino rege Roberto totam tractam
libere atque gracie totius quantitatis frumenti emendi de predictis
florenis decem millibus impetrare, et nihil inde a dicto domino rege impe-
34 trare finaliter potuit sed oportuit eum stare | ordinacioni et convencioni-

¹ « Pro exequcione predictarum » : grattage et correction de la main du notaire, qui les signale lui-même. Cf. *infra*, ligne 70.

² 5.000 saumes de 8 tomoli par saume selon la mesure générale du royaume fixée par les Angevins. Il semble avoir existé un tomolo général pour le royaume, mais il est difficile de l'affirmer, alors que les textes montrent des tomoli de capacité différente selon les provinces : le tomolo des Pouilles valait 20 litres, celui de Naples 22 litres. Il est vraisemblable que c'est le tomolo des Pouilles qui a été utilisé, puisque c'est dans cette province qu'est fait l'achat des céréales : 5.000 saumes représenteraient alors 8.000 hectolitres.

³ Droit de sortie et droit du tarin : le taux du droit de sortie dans le royaume de Naples varie énormément selon l'abondance des grains et surtout les besoins du trésor. Le droit du tarin est, au contraire, un droit fixe d'un tarin d'or (2 fr. 10 or) pour 100 saumes (160 litres), perçu en plus du précédent.

bus factis super hoc per ambaxatorem predictum, de quibus omnibus idem commissarius extitit legitime protestatus¹. Acta, gesta et tractata sunt omnia hec Neapoli intus in regio² Castro Novo³ de Neapoli de predicto mense Julii dicte quarte indictionis videlicet die tercio ejusdem
 35 mensis per dominum commissarium | cum dicto ambaxatore et domino Rege Roberto predicto. In presencia mei predicti notarii publici ac viro-
 rum magnificorum domini Petri de Moreriis prioris Sancti Nicolai in Baro, domini Martini de Dyano magne Regie Curie magistri rationalis, domini Mathei de Iuvenacio, regionum consiliariorum necnon magistri
 36 Theodisti | thesaurarii regii et notarii Nicolai de Miniano de Neapoli, testium ad hoc specialiter vocatorum et rogatorum.

Et demum predicti commissarius et ambaxator die quinto predicti mensis Julii de dicta civitate Neapolitana personaliter recesserunt et
 37 versus partes Apulie gressus eorum direxerunt pro exequcione | negotii supradicti et apud Manfredoniam⁴ de partibus Apulie et de provincia Capitanate die nono predicti mensis Julii personaliter applicuerunt et ibi vocari ad se fecerunt nobilem et prudentem virum Philippum Rogerii⁵, socium de societate Bardorum de Florencia Baroli commorantem et cum
 38 eo ordinare | et tractari ceperunt de exequcione negotii supradicti ; qui Philippus ipsis ambaxiatori et commissario dixit quod jam receperat licteras sociorum suorum de Avinione super emendo frumento pro negotio supradicto, et ipse dubitans ne frumentum carius venderetur propterea
 39 jam emerat in Manfredonia a Johanne | Fusco de Ravello mercatore in eadem terra Manfredonie commorante olim de proximo preterito mense aprilis hujus quarte indictionis boni frumenti salmas duo milia ad dictam generalem salmam de thuminis octo per salmam ad rationem videlicet de unciis quindecim in carolenis argenti⁶ ; sexaginta per unciam computa-
 40 tis, | pro quibuslibet centum salmis frumenti prout communiter tunc infra predictum mensem aprilis in eadem terra Manfredonie vendebatur, et quod naulizaverat quamdam cocham⁷ bene munitam et armatam Sir

¹ Omission de quatre lignes entre « protestatus » et « Acta ». Le notaire les a ajoutées à la fin, aux lignes 71-75.

² « In regio » : grattage et correction de la main du notaire, qui les signale lui-même. Cf. *infra*, ligne 70.

³ Le « Castel-Nuovo » construit par Charles I^{er}.

⁴ Manfredonia, en Capitanate, ch.-l. de mandamento, prov. de Foggia.

⁵ Filippo di Ruggieri, dont toute la carrière commerciale s'est déroulée dans le royaume de Naples, au service des Bardi : il mourra à Naples le 24 décembre 1342.

⁶ 1 carlin d'argent = 1 fr. 002 or. L'once et ses subdivisions, tarin et grain, sont la monnaie de compte : 1 once = 60 fr. 12 or.

⁷ Bateau de commerce : celui-ci capable de contenir 2.500 saumes = 4.000 hectolitres de blé, soit au maximum 5.000 quintaux jauge, environ 300 tonneaux.

Manfridini et Benenuti de Ancona¹ vocatam Sanctus Clemens ad defe-
 41 rendum per mare | de portu Manfridonie usque ad Regnum Armenie fru-
 menti salmas duo milia et quingentas onus sive carchum tocius coche
 predictae pro unciis auri trecentis in carlenis argenti, sexaginta per un-
 ciam computatis, sub certis pactis et convencionibus habitis inter eos. Et
 42 deinde ipsi ambaxator et | commissarius pro supplemento oneris dicte
 coche emerunt ibidem a diversis personis frumenti boni salmas quingentas
 ad rationem de unciis tredecim et tarenis duodecim in carolenis argenti,
 computatis ut supra, pro quibuslibet centum salmis ipsius frumenti.
 43 Quam totam quantitatem frumenti, videlicet salmas | duo milia et quin-
 gentas ad predictam generalem salmam de thuminis octo per salmam
 ipsi ambaxator, commissarius et mercator portari et onerari fecerunt in
 cocha predicta existente tunc in predicto porto Manfridonie infra pre-
 dictum mensem Julii et solverunt per manus dicti Philippi mercatoris
 44 proinde quantitatem | pecunie infrascriptam de florenis decem milibus
 supradictis², videlicet pro precio tocius predictae quantitatis frumenti
 videlicet salmarum duorum milium et quingentarum empti ad diversas
 rationes, ut prefertur, uncias trecentas sexaginta septem in dictis caro-
 lenis argenti, sexaginta per unciam computatis. Item pro tracta³ ejus-
 45 dem quantitatis frumenti | Curie Regie seu magistris portulanis⁴ Apulie
 pro parte ipsius Curie Regie recipientibus, ad rationem videlicet de unciis
 auri quindecim in dictis carolenis argenti computatis ut supra pro qui-
 buslibet centum salmis frumenti juxta predictas convenciones habitas
 46 inter prefatum dominum Regem Robertum et | ambaxatorem predictum
 uncias trecentas septuaginta quinque ponderis generalis. Item prefatis
 sir Manfridino et Benenuto de Ancona patronis dicte coche pro naulo⁵
 ipsius coche de dicto porto Manfridonie ad partes Armenie ad rationes de
 47 unciis auri duodecim in carolenis | argenti computatis ut supra pro qui-
 buslibet centum salmis uncias trecentas. Item pro delatura tocius pre-
 dicte quantitatis frumenti in mare⁶, pro jure dohane⁷ et fundici⁸ ejus-

¹ Ser Manfredini et Benvenuti da Ancona, armateurs.

² « De florenis decem milibus supradictis », membre de phrase oublié par le notaire qui l'a écrit dans l'interligne, comme il le dit lui-même. Cf. *infra*, ligne 71.

³ Tracta. Cf. *supra*, p. 322, note 2.

⁴ Fonctionnaires royaux chargés de recouvrer les droits d'exportation ou d'importation dans les ports ; il y a plusieurs « portulani » dans chaque port. Leur chef s'appelle le « magister portulanus ».

⁵ Location du bateau ou fret.

⁶ Transport du grain du lieu où il était entreposé chez Giovanni Fusci da Ravello au lieu d'embarquement.

⁷ Droit sur les transactions de 3 % *ad valorem* ; les franchises d'exportation ne comprennent jamais ce droit, qui n'est pas un droit de douane, malgré son nom (il lui vient de ce qu'il a été perçu à la douane pendant longtemps) et elles précisent souvent « jure dohane dumtaxat excepto ».

⁸ Droit d'entrepôt : toutes les marchandises à l'entrée ou à la sortie

dem portus Manfridonie pro molo¹, pro dacio galearum², pro jure platee³, pro volvitura, pro balistis⁴ Curie Regie | debitis, pro vasis navigantibus ultra mare⁵, pro storis seu budis⁶ et certis aliis expensis necessariis factis pro carcho seu onere predictæ quantitatis frumenti in dicta cocha in qua dictus comes ambaxator personaliter cum sua familia disposuit navigare uncias aura sexaginta tarenos decem et septem | et grana decem que tota pecunia est in summa in prefatis carolenis argenti, sexaginta per unciam computatis, uncie mille centum due, tarenis decem et septem, et grana decem ponderis generalis. Que reducte ad florenos de auro computato quolibet floreno pro carolenis argenti undecim, sunt | in summa floreni de auro sex milia quatuordecim et carolenus unus de argento.

Quibus omnibus sic peractis ibidem et dicta cocha sic parata, onerata et munita, quia aliam cocham quam idem Philippus mercator asseruit se conduxisse et naulizasse pro deferendo frumento empto in Barolo⁷ in cuius | portu aliud carchum jam preparaverat, patroni et domini ipsius cum quibus ipse Philippus et socii ejus facta et convenciones fecerant de deferendo frumentum hujusmodi in Armeniam nondum apportaverant ad dictum portum Baroli, et idem comes ambaxator dicebat se amplius non posse expectare, idem | Philippus mercator sponte et libere, presentibus et patentibus dictis ambaxiatore et commissario cognovit, asseruit ac solemniter et legitime confessus est quod ipse Philippus mercator emit in Barolo et sub custodia sua habet frumenti salmas duo milia ducentas octuaginta sex⁸ empti per eum | a diversis personis de residuo predictorum decem milia florenorum pro diversis preciiis, videlicet predictas salmas duo milia ad rationem de unciis quindecim pro quibuslibet centum salmis et reliquas salmas ducentas octuaginta sex ad rationem de unciis

du royaume doivent être entreposées dans un entrepôt royal et, à cette occasion, le fisc perçoit un droit de 2 ½ % *ad valorem* qui est acquitté lors de la vente.

¹ Droit de sortie, pour l'exécution des travaux du port : à Manfredonia, ce droit est de 10 tarins par 100 saumes de blé.

² Droit perçu pour l'entretien des galères royales qui croisent le long des rivages pour en éloigner les ennemis et les corsaires.

³ Droit de place généralement confondu avec la « jus dohane » sur les transactions, comme il l'est d'ailleurs plus bas, ligne 60.

⁴ Ou bien droit de balisage acquitté par les négociants dans les ports ou bien frais d'entretien des arbalétriers préposés par le roi à la défense du bateau : 15 pour un bateau de 1.500 à 3.000 saumes.

⁵ Droit de sortie perçu sur les vaisseaux qui lèvent l'ancre pour un port étranger, à la différence des caboteurs.

⁶ Auvents de toile ou de peau employés pour préserver les grains des intempéries, à bord.

⁷ Bari delle Puglie, ch.-l. de province.

⁸ Pour la valeur de ces mesures de capacité, voir plus haut, p. 323, note 2.

auri quatuordecim¹ pro quibuslibet centum salmis frumenti predicti². |
 54 Que pecunia est in summa in carolenis argenti, computatis ut supra, uncie
 trecente septuaginta. Quodque pro tracta³ predictarum salmarum fru-
 menti ducentarum octuaginta sex solvit et solvere tenetur et debet Curie
 Regie seu magistris portulanis Apulie nomine ipsius Regis curie recipien-
 55 tibus secundum convenciones et | facta superius annotata ad rationem
 de unciis auri quindecim pro quibuslibet centum salmis frumenti uncias
 quatráginta duas tarenos viginti octo et grana sex in eisdem carolenis
 argenti. Namque pro tracta dictarum duorum milium salmarum nichil
 56 dicte curie est solvendum pro eo quod dominus Rex dictam | tractam
 duorum milium salmarum gracie remittit. Et reliquam quantitatem
 pecunie pro supplemento oneris seu carchi dicte coche usque ad summam
 salmarum frumenti duorum milium quingentarum, que reliqua quantitas
 57 est salme frumenti ducente quatuordecim. Idem comes ambaxiator | de
 pecunia propria sua solvit et assignavit dicto mercatori et ipse mercator
 recognovit et confessus est, dicto ambaxiatore presente et petente se dic-
 tam reliquam quantitatem frumenti videlicet salmas ducentas quatuor-
 decim emisse de pecunia dicti comitis ambaxiatoris et penes se habere in
 58 Barolo, et Inde pro | tracta jus debitum curie regie seu predictis magis-
 tris portulanis Apulie recipientibus pro parte ipsius curie de pecunia ip-
 sius comitis ambaxiatoris exolvere nec minus pro naulo⁴ dicte coche one-
 rande seu carecande cum predictis salmis frumenti duobus milibus quin-
 59 gentis in dicto portu Baroli deferendis et | portandis usque in Armenia ad
 rationem de unciis auri duodecim pro quibuslibet centum salmis penes se
 habere et retinere tam de residuo dictorum decem milia florenorum quam
 de pecunia dicti comitis ambaxiatoris uncias trecentas in carolenis ar-
 60 genti computatis ut supra, ac eciam pro delatura tocus | predicte quan-
 titatis frumenti in mare⁵, pro mensuratura ipsius frumenti⁶, pro naulo
 barcarum ascendentium dictum frumentum in cocham⁷, pro molo⁸, pro

¹ Pour la valeur des monnaies, voir plus haut, p. 324, note 6.

² Il doit y avoir une lacune dans le texte avant « que pecunia », car le calcul ne se suit pas : il vient d'être question de l'achat des 2.286 saumes de blé pour le compte de la Chambre, mais le prix total n'en est pas 370 onces 1 tarin 4 grains ; 370 onces est le prix des 2.500 saumes exportées de Bari en y comprenant les 214 payées par l'ambassadeur ; les mots disparus devaient mentionner le prix d'achat de ces 214 saumes pour permettre ensuite le total. Le notaire, en relisant, ne s'est pas aperçu de cette lacune, qui n'apparaît qu'en refaisant les comptes.

³ Tracta. Cf. *supra*, p. 322, note 2.

⁴ Naulo... Cf. *supra*, p. 325, note 5.

⁵ Delatura in mare... Cf. *supra*, p. 325, note 6.

⁶ Mesurage du grain.

⁷ Location des barques qui portent le grain du quai au bateau qui ne peut accoster.

⁸ Molo... Cf. *supra*, p. 326, note 1.

dacio¹, pro jure platea seu dohane², pro storis seu budis et pro balistis³ curie regie debitis et aliis expensis proinde necnon faciendis pro preparatione oneris | predicta cocha, idem Philippus mercator, presentibus et petentibus similiter dictis ambaxiatore et commissario, sponte et libere convenit et confexus est se habere tam de residuo predictorum decem milia florenorum quam de pecunia dicti comitis ambaxiatoris pro rata eum contingente, uncias sexaginta octo tarenos quinque et | grana decem in eisdem carolenis ut supra computatis, Renuncians⁴ propterea idem Philippus mercator exceptionibus doli mali, metus in factum et sine causa, non numerate pecunie, rei predicto modo non geste vel aliter geste, de errore calculi et non veraciter computati et omni alteri exceptioni et
 61
 62
 63 juri per quam et quod contra predictam | suam confessionem et predicta omnia et singula posset dicere vel venire vel ea revocare tanquam facta extra judicium sine causa vel per errorem.

Que tota pecunia sic soluta et retenta per dictum Philippum mercatorem pro onere seu carcho dicte alterius venture coche de residuo dictorum
 64 decem milia florenorum est in | summa, computato floreno ut supra, floreni de auro tria milia nongenti octuaginta quinque et caroleni de argento decem et reliquum pro supplemento omnium predictorum solvendorum est de pecunia comitis ambaxiatoris predicti. Ad que omnia exequenda et recipienda dictus comes ambaxiator suum specialem procuratorem, |
 65 factorem et nuncium dimisit et ordinavit nobilem dominum Berlingarium de Rubicino militem et familiarem suum presentem et sic volentem.

Et deinde his omnibus sic peractis dictus comes ambaxiator in predicta prima cocha parata et onerata cum sua familia et equis ascendit
 66 proficiens cum | dei adjutorio de dicto portu Manfridonie ad partes Armenie. Quantitas vero tota frumenti empti de predictis florenis decem milibus, expensis predictis deductis, est frumenti salme quatuor milia septingente octuaginta sex ad generalem salmam de thuminis octo per salmam.
 67 Quam totam quantitatem frumenti | ex causa predicta, prout superius est distinctum dictus comes ambaxiator presente et instante dicto commissario recognovit et confexus est se nomine et pro parte dicti do-

¹ Dacio. Cf. *supra*, p. 326, note 2.

² Jure platea seu dohane. Cf. *supra*, p. 326, note 3.

³ Storis, budis, balistis. Cf. *supra*, p. 326, note 6.

⁴ Ce sont là une série de renonciations, habituelles aux contrats, destinées à rendre inattaquable la force probante de l'instrumentum passé entre Filippo di Ruggieri et Bohémond de Lusignan. Elles ont pour but, en garantissant la reconnaissance par le banquier qu'il a reçu de l'ambassadeur la somme nécessaire à l'achat et au transport de 214 saumes de blé, d'assurer l'exécution même de cet achat et de ce transport. On y voit la liste des exceptions particulières que le banquier aurait pu invoquer pour s'en abstenir, selon le droit romain. Il renonce à toutes les possibilités qu'il pourrait avoir de ne pas respecter son engagement.

mini Regis Armenie et christianorum fidelium ibidem degentium et in eorum subsidium recepisse et habuisse a predicto commissario assignante
 68 sibi auctoritate | qua supra ac nomine et pro parte domini summi pontificis predicti ex causa predicta et exinde de predictis assignacionibus ut supra factis, se nomine quo supra contentum vocavit et reputavit dictosque commissarium et omnes quos negocium ipsum tangit, quietavit et liberavit.

69 Acta, gesta, confexata, cognita et facta sunt omnia supradicta | in predicta terra Manfridonie de predicto mense Julii dicte quarte indictionis, diversis diebus ipsius mensis, in presencia mei notarii publici infrascripti ac domini Symonis de Antirado Regni Armenie amirato, domini Guillelmi de Aczardo de Barolo, Albiczi Panocha de Florencia de
 70 Manfridonia, Petri de Orto et | Petri de Forma testium ad ea specialiter vocatorum adhibitorum et rogatorum.

Superius autem in septima linea ubi legitur « Christianorum », item in quintadecima linea ubi « licencia », item in vicesima septima linea ubi legitur « pro exequutione predictarum » et in tricesima quarta linea ubi legitur « in Regio » abrasum et | emendatum est per me, notarium infrascriptum, non vicio sed errore. Et quod interlineatum est in quatragesima quarta linea ubi legitur « de florenis decem milibus supradictis » interlineatum est per me dictum notarium non vicio sed errore. Insuper in predicta tricesima quarta linea infra dictionem « protestatus » | et sequentem dictionem « Acta » deficit et esse debet clausula infrascripta quam ego predictus notarius obmisi in scribendo non vicio sed errore : « Cumque eciam Bencivegna¹ mercator de societate Bardorum Neapoli existentium assereret empcionem factam quatuor milium salmarum frumenti de
 73 mense aprilis proximi preteriti pro dicto subsidio | vigore licterarum sibi missarum per societatem Bardorum de Avinione ; quam empcionem idem mercator fieri fecit, ut dixit, timens ne carius pro futuro venderetur. Idem commissarius fuit protestatus quod dictam empcionem factam in
 74 ausencia domini Rectoris Campanie et Beneventi necnon ipsius commissarii non ratificabat nec | alia facta in ausencia eorumdem nisi si et in quantum utile appareret camere domini nostri Pape |.

75 Et ego Angelus de Costa de Barolo, Tranensis diocesis, publicus imperiali auctoritate notarius, premissis omnibus et singulis una cum dictis testibus presens interfui eaque scripsi et publicavi et meum signum apposui consuetum.

¹ Bencivenni Tornaquinci Bonsostegni, directeur de la succursale des Bardi à Naples et consul florentin dans cette ville.